



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CONF.157/PC/98
24 mai 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME
Comité préparatoire
Quatrième session

RAPPORT DU COMITE PREPARATOIRE

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. OUVERTURE DE LA SESSION	1 - 3	3
II. ELECTION DU BUREAU ET ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR	4 - 5	7
III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	6	7
IV. ORGANISATION DES TRAVAUX	7 - 12	7
V. ETAT D'AVANCEMENT DES PUBLICATIONS, DES ETUDES ET DE LA DOCUMENTATION A ETABLIR POUR LA CONFERENCE MONDIALE	14 - 16	8
VI. RAPPORT SUR LES AUTRES REUNIONS ET ACTIVITES	17 - 19	9
VII. RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE SUR LES ACTIVITES D'INFORMATION RELATIVES A LA CONFERENCE ET A SES PREPARATIFS	20	10

TABLE DES MATIERES (suite)

		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
VIII.	REUNIONS REGIONALES	21 - 24	10
IX.	EXAMEN DE LA QUESTION DES RESULTATS DE LA CONFERENCE MONDIALE COMPTE TENU DES TRAVAUX PREPARATOIRES ET DES CONCLUSIONS DES REUNIONS REGIONALES	25 - 49	11
X.	ETAT DU FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES VISANT A PERMETTRE AUX REPRESENTANTS DES PAYS LES MOINS AVANCES DE PARTICIPER AUX REUNIONS PREPARATOIRES ET A LA CONFERENCE ELLE-MEME	50 - 51	15
XI.	RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES PREPARATIFS DE LA CONFERENCE MONDIALE	52 - 58	15
XII.	ADOPTION DU RAPPORT DU COMITE PREPARATOIRE .	59	16

Annexes

I.	Ordre du jour		17
II.	Décisions adoptées par le Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à sa quatrième session		18
III.	Liste des documents publiés pour la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme		58

I. OUVERTURE DE LA SESSION

1. Le Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a tenu sa quatrième session à Genève, du 19 avril au 7 mai 1993, conformément au mandat que l'Assemblée générale lui avait confié dans sa résolution 47/122, en date du 18 décembre 1993. Il a tenu 11 séances. La session a été ouverte par le Secrétaire général de la Conférence.

2. Ont participé à la session : des représentants des Etats, organes de l'ONU qui s'occupent des droits de l'homme et des questions apparentées, autres organes de l'ONU, institutions spécialisées, autres organisations intergouvernementales, mouvements de libération nationale, autres organisations et organisations non gouvernementales ci-après :

Etats

Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahrein, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée équatoriale, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hongrie, Iles Marshall, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe lybienne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nepal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Siège, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchad, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

Organes de l'ONU qui s'occupent des droits de l'homme et des questions apparentées

Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe, Représentant spécial du Secrétaire général chargé des questions relatives aux droits de l'homme des personnes déplacées dans leur pays, Rapporteur spécial chargé d'examiner la question des mercenaires, Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Haïti, Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme à Cuba, Groupe de travail sur la détention arbitraire, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Comité des droits de l'homme, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Comité contre la

torture, Comité des droits de l'enfant, Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Rapporteur spécial chargé d'étudier les problèmes concernant des minorités, Rapporteur spécial sur le droit à un procès équitable, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'environnement, Rapporteur spécial sur la promotion de la réalisation du droit à un logement convenable, Groupe de travail sur les populations autochtones.

Autres organes des Nations Unies

Centre pour le développement social et les affaires humanitaires
- Division pour la promotion de la femme, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme des Nations Unies pour le développement, Volontaires des Nations Unies, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Fonds des Nations Unies pour la population, Programme alimentaire mondial, Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine, Centre du commerce international CNUCED/GATT.

Institutions spécialisées

Fonds monétaire international, Organisation internationale du Travail, Organisation mondiale de la santé, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Union internationale des télécommunications.

Autres organisations intergouvernementales

Agence de coopération culturelle et technique, Comité juridique consultatif africano-asiatique, Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains, Commission des Communautés européennes, Conseil de l'Europe, Conseil des Communautés européennes, Ligue des Etats arabes, Organisation de la conférence islamique, Organisation internationale pour les migrations, Organisation de l'unité africaine, Secrétariat pour les pays du Commonwealth.

Mouvements de libération nationale

African National Congress, Palestine.

Autres organisations

Bureau indépendant pour les affaires humanitaires (Independent Bureau for Humanitarian Issues), Comité international de la Croix-Rouge.

Institutions nationales

Commission canadienne des droits de la personne, Comisión Nacional de Derechos Humanos (Mexique), Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (Cameroun), Conseil consultatif des droits de l'homme (Maroc).

Autres participants

Institut international des droits de l'homme (Strasbourg), Institut Henri Dunant (Genève), International Rehabilitation Council for Torture Victims (Copenhague), Ligue africaine des droits de l'homme et des peuples (Dakar), Penal Reform International (Groningue/Londres), Rights and Humanity (Londres), Université de Casablanca.

Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

(Catégorie I)

Alliance coopérative internationale, Alliance internationale des femmes, Confédération internationale des syndicats libres, Confédération mondiale du travail, Congrès du monde islamique, Conseil international de l'action sociale, Conseil international des agences bénévoles, Conseil international d'éducation des adultes, Conseil international des femmes, Fédération démocratique internationale des femmes, Fédération internationale pour le planning familial, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Fédération mondiale des anciens combattants, Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, Fédération syndicale mondiale, Mouvement international ATD quart monde, Mouvement international de la jeunesse et des étudiants pour les Nations Unies, Muslem World League, Soroptimist Internationale, Union interparlementaire, Zonta International.

(Catégorie II)

Alliance baptiste mondiale, Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens, American Association of Jurists, American Association of Retired Persons, Amnesty International, Armée du salut, Asia crime prevention Foundation, Association africaine d'éducation pour le développement, Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est, Association internationale des magistrats, Association internationale de droit pénal, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, Association internationale des éducateurs pour la paix du monde, Association internationale contre la torture, Association internationale des femmes médecins, Association juridique de l'Asie et du Pacifique, Association mondiale des guides et des éclaireuses, Bureau international catholique de l'enfance, Caritas Internationalis, Centre international de recherches et d'études sociologiques, pénales et , pénitentiaires, CHANGE, Club d'Afrique, Comité consultatif mondial de la Société des amis, Comité de coordination d'organisations juives, Commission internationale de juristes, Communauté internationale Baha'ie, Conférence circumpolaire inuit, Conférence des églises européennes, Conférence des femmes de toute l'Inde, Conférence mondiale des religions pour la paix, Congrès juif mondial, Conseil des femmes allemandes, Conseil international des femmes juives, Conseil international des traités indiens, Conseil des points cardinaux, Coopération internationale pour le développement et la solidarité, Entraide universitaire mondiale, Fédération mondiale pour les études sur le futur, Fédération mondiale des femmes méthodistes, Fédération latino-américaine des associations des familles des détenus-disparus,

Fédération luthérienne mondiale, Fédération mondiale pour la santé mentale, Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales, Fédération européenne pour les personnes âgées, Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux, Fédération abolitionniste internationale, Fédération internationale des droits de l'homme, Fédération internationale des centres sociaux et communautaires, Fédération internationale Terre des Hommes, Fédération internationale de la vieillesse, Fédération internationale des femmes des carrières juridiques, Fédération internationale des femmes diplômées des universités, France Libertés : Fondation Danielle Mitterand, Groupe juridique sur les droits de l'homme internationaux, Human Rights Internet, Human Rights Advocates, Innovations et réseaux pour le développement, Institut international de droit humanitaire, Internationale démocrate chrétienne, Internationale socialiste, Lawyers Committee for Human Rights, Les Sentiers de la Paix, Les femmes de l'Internationale socialiste, Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Ligue internationale des droits de l'homme, Mouvement mondial des mères, Mouvement international de la réconciliation, Mouvement universel pour une fédération mondiale, Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples, National Aboriginal and Islander Legal Services Secretariat, Organisation internationale pour le développement de la liberté d'enseignement, Organisation internationale des journalistes, Organisation internationale de développement de ressources indigènes, Organisation arabe des droits de l'homme, OXFAM, Pax Romana, Pax Christi international, Service international pour les droits de l'homme, Service social international, Société internationale de criminologie, Union mondiale des organisations féminines catholiques, Union internationale du notariat latin, Union internationale des étudiants, Union des juristes arabes, Union mondiale des femmes rurales, Union des avocats arabes, Union internationale des jeunes démocrates chrétiens, Vision mondiale internationale,

(Liste),

Association mondiale de prospective sociale, Centre de la tribune internationale de la femme, Centre Europe-tiers monde, Citoyens planétaires, Coalition internationale Habitat, Commonwealth Medical Association, Conseil mondial de la paix, Consejo Indio de Sudamérica, Dayemi Complex, Fédération internationale de l'ACAT - Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, FIAN - pour le droit à se nourrir, Forum culturel asiatique sur le développement, Grand Conseil des Cris du Québec, Groupement pour les droits des minorités, Institut international du théâtre, Libération, Mouvement international des faucons - Internationale éducative socialiste, Mouvement du tiers-monde contre l'exploitation des femmes, Organisation mondiale contre la torture, Programme international des stagiaires pour les droits de l'homme, Rotary International, Transnationale survie universelle, Union internationale humaniste et laïque, Union internationale des éditeurs, Université spirituelle internationale des Brahma-Kumaris

Autres organisation non gouvernementales

Commission justice et paix de Sao Paulo, Environnement et développement du tiers-monde, Observatoire panafricain de la Démocratie.

Autres organisations non gouvernementales

3. La liste des documents dont le Comité préparatoire était saisi à sa quatrième session figure dans l'annexe III du présent rapport.

II. ELECTION DU BUREAU ET ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR

4. A sa 1ère séance, le 19 avril 1993, le Comité préparatoire a élu les membres du bureau comme suit :

Présidente : Mme Halima Embarek Warzazi (Maroc)

Vice-Présidents : M. John Swift (Irlande)
M. Horacio Arteaga (Venezuela)

M. Yahya H. Geghman (Yémen)
Rapporteur : M. Zdzislaw Kedzia (Pologne).

5. En ce qui concerne le règlement intérieur, le Comité préparatoire a décidé, à la même séance, que le règlement intérieur régissant ses séances serait, dans la mesure du possible, celui des commissions techniques du Conseil économique et social.

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

6. Le Comité préparatoire était saisi de l'ordre du jour provisoire de sa quatrième session (A/CONF.157/PC/55) et des annotations y relatives (A/CONF.157/PC/55/Add.1). A sa 1ère séance, le 19 avril 1993, le Comité préparatoire a adopté l'ordre du jour. Pour le texte de l'ordre du jour, tel qu'il a été adopté, voir l'annexe I.

IV. ORGANISATION DES TRAVAUX

7. A sa 1ère séance, le 19 avril 1993, le Comité préparatoire a décidé de constituer un comité plénier pour examiner le point 9 de l'ordre du jour. Le Comité plénier a tenu 13 séances, du 26 avril au 3 mai 1993.

8. A sa 1ère séance, le 26 avril 1993, le Comité plénier a décidé de constituer un comité de rédaction composé d'un certain nombre de délégations de chaque groupe régional, pour rédiger le dispositif du projet de document final de la Conférence mondiale.

9. A sa 3ème séance, le 27 avril 1993, le Comité plénier a décidé que le Comité de rédaction serait composé de huit délégations de chaque groupe régional et qu'il élaborerait l'intégralité du projet de document final de la Conférence mondiale.

10. Le Comité de rédaction a tenu 7 séances, du 28 avril au 7 mai 1993.

11. A sa 10ème séance, le 30 avril 1993, le Comité préparatoire a décidé de recommander à l'Assemblée générale de l'autoriser à prolonger d'une semaine sa quatrième session.

12. Pour le texte de la décision, tel qu'il a été adopté, voir, à l'annexe II, la décision PC.4/2.

13. A sa 10ème séance, le 3 mai 1993, le Comité préparatoire a décidé de faire du Comité plénier un comité de rédaction. Le Comité plénier de rédaction a tenu 10 séances, du 3 au 7 mai 1993.

V. ETAT D'AVANCEMENT DES PUBLICATIONS, DES ETUDES ET DE LA DOCUMENTATION A ETABLIR POUR LA CONFERENCE MONDIALE

14. A sa 1ère séance, le 19 avril 1993, le Comité préparatoire a examiné le point 5 de l'ordre du jour.

15. Il était saisi des documents ci-après :

Rapport du Secrétaire général : études analytiques sur les six objectifs de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/PC/60 et Add.1 à 7);

Rapport du Secrétaire général : contributions des institutions spécialisées et autres organes des Nations Unies (A/CONF.157/61/Rev.1, 61/Add.3, 61/Add.5 à 10 et 61/Add.14 à 18);

Rapport du Secrétaire général : autres études (A/CONF.157/62 et Add.1 à 16);

Note du secrétariat : contributions d'autres organisations (A/CONF.157/PC/63 et Add.1 à 30);

Rapport du Secrétaire général : état d'avancement des publications (A/CONF.157/PC/64);

Note verbale datée du 25 mars 1993, émanant de la Mission permanente de l'Autriche auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/74);

Rapport du Secrétaire général : contribution du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (A/CONF.157/75);

Note du secrétariat : contribution de la Coalition against Trafficking in Women-Asia (A/CONF.157/PC/85);

Note verbale datée du 23 avril 1993, émanant de la Mission permanente du Danemark auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/87);

Note verbale datée du 23 avril 1993 adressée par la Mission permanente du Canada auprès de l'office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/88);

Note verbale datée du 23 avril 1993, émanant de la Mission permanente du Brésil auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/90);

Lettre datée du 22 avril 1993 adressée au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme par le Représentant permanent de la République d'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/91);

Lettre datée du 5 mai 1993, adressée au secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme par l'ambassadeur des Etats-Unies d'Amérique (A/CONF.157/PC/94);

Lettre datée du 28 avril 1993, adressée au Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme par le Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/95);

Contribution de la Fédération internationale Terre des Hommes (A/CONF.157/PC/96).

16. A la 3ème séance, le 20 avril 1993, les représentants des pays ci-après ont fait des déclarations au sujet des documents présentés au Comité préparatoire à sa quatrième session : Canada, Chili, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Guatemala, Inde, Mexique, Myanmar, Pakistan, République arabe syrienne.

VI. RAPPORT SUR LES AUTRES REUNIONS ET ACTIVITES

17. A sa 1ère séance, le 19 avril 1993, le Comité préparatoire a examiné le point 6 de l'ordre du jour.

18. Il était saisi des documents ci-après :

Rapport du Secrétaire général (A/CONF.157/PC/42/Add.1 à 11);

Rapport du Secrétaire général (A/CONF.157/65);

Note du Secrétariat : contribution du Conseil de l'Europe (A/CONF.157/PC/66 et Add.1);

Rapport du secrétariat : rapport du Séminaire sur les indicateurs appropriés pour mesurer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre progressive des droits économiques, sociaux et culturels (A/CONF.157/PC/73);

Note du Secrétaire général : contribution du Centre danois pour les droits de l'homme et de l'Institut de l'éducation nationale (A/CONF.157/PC/76);

Note du Secrétaire général : communication émanant du Troisième dialogue international sur le passage à une société mondiale : le passage à une société juste (A/CONF.157/PC/77);

Lettre datée du 2 avril 1993, adressée au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme par les représentants permanents du Danemark, de la Norvège et de la Suède et par les chargés d'affaires de la Finlande et de l'Islande auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/78);

Note du Secrétaire général : contribution de l'American Society of International Law (A/CONF.157/PC/79);

Note du Secrétaire général : textes adoptés lors du Colloque à la mémoire de Martin Ennals consacré à l'autodétermination (A/CONF.157/PC/80);

Note du Secrétaire général : contribution de la Coalition des ONG de Washington en vue de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme (A/CONF.157/PC/81);

Note du Secrétaire général : contribution de l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire (A/CONF.157/PC/84);

Note du Secrétaire général : contribution de la Réunion satellite canadienne de la Conférence mondiale des droits de l'homme (A/CONF.157/PC/86);

Lettre datée du 23 avril 1993, adressée au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme par le Secrétaire général du Commonwealth (A/CONF.157/PC/89);

Contribution du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales de la République tunisienne (A/CONF.157/PC/92/Add.1);

Communication de l'Institut norvégien des droits de l'homme (A/CONF.157/PC/93).

19. A la même séance, le Coordonnateur de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a fait une déclaration concernant ce point de l'ordre du jour.

VII. RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE SUR LES ACTIVITES D'INFORMATION RELATIVES A LA CONFERENCE ET A SES PREPARATIFS

20. A sa 1ère séance, le 19 avril 1993, le Comité préparatoire a examiné le point 7 de l'ordre du jour.

VIII. REUNIONS REGIONALES

21. A sa 2ème séance, le 19 avril 1993, le Comité préparatoire a examiné le point 8 de l'ordre du jour.

22. Il était saisi des documents ci-après :

Lettre datée du 14 octobre 1992, adressée au Secrétaire général de la Conférence mondiale par le Représentant permanent adjoint du Costa Rica auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/56);

Note du Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/PC/56/Add.1);

Rapport de la Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/AFRM/14-A/CONF.157/PC/57);

Rapport de la Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/LACRM/15-A/CONF.157/PC/58);

Rapport de la Réunion régionale pour l'Asie de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/ASRM/8-A/CONF.157/PC/59);

Note du Secrétariat (A/CONF.157/PC/68);

Note du Secrétariat (A/CONF.157/PC/72);

Rapport du Secrétariat : Déclaration sur les droits de l'homme des ONG réunies à Bangkok (A/CONF.157/PC/83).

23. A la même séance, le représentant de la Thaïlande a fait une déclaration.
24. A cette séance également, le Comité préparatoire a achevé l'examen du point 8.

IX. EXAMEN DE LA QUESTION DES RESULTATS DE LA CONFERENCE MONDIALE,
COMPTE TENU DES TRAVAUX PREPARATOIRES ET DES CONCLUSIONS
DES REUNIONS REGIONALES

25. Le Comité préparatoire a examiné le point 9 de l'ordre du jour de sa 2ème à sa 7ème séance, du 19 au 22 avril 1993.
26. Il était saisi des documents ci-après :

Rapport de la Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/AFRM/14-A/CONF.157/PC/57);

Rapport de la Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
(A/CONF.157/LACRM/15-A/CONF.157/PC/58);

Rapport de la Réunion régionale pour l'Asie de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/ASRM/8-A/CONF.157/PC/59);

Note du Secrétaire général sur une réunion de consultation avec des représentants d'organes et institutions spécialisés des Nations Unies intéressés (A/CONF.157/61/Add.18);

Propositions de modifications du document A/CONF.157/PC/82 formulées par les présidents des groupes de travail et les rapporteurs spéciaux, représentants et experts en ce qui concerne les procédures pénales (A/CONF.157/PC/62/Add.14);

Rapport de la réunion des présidents et représentants des organes de suivi des traités en matière des droits de l'homme (A/CONF.157/PC/62/Add.15);

Note du Secrétariat : contribution du Centre Carter de l'Université Emory (Atlanta, Géorgie) (A/CONF.157/PC/71);

Note du Secrétaire général (A/CONF.157/PC/82);

Note verbale du 23 avril 1993 adressée par la Mission permanente du Canada auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/88);

Note verbale datée du 23 avril 1993, émanant de la Mission permanente du Brésil auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/90);

Lettre datée du 23 avril 1993 adressée au Sous-secrétaire général aux droits de l'homme par le Représentant permanent de la République d'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/91);

Lettre datée du 5 mai 1993, adressée au Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme par l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique (A/CONF.157/PC/94);

Lettre datée du 28 avril 1993, adressée au Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme par le représentant permanent de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/CONF.157/PC/95);

Contribution de la Fédération internationale Terres des Hommes (A/CONF.157/PC/96).

27. Lors du débat général au titre du point 9, les Etats Membres ci-après ont fait des déclarations : Autriche (6ème), Australie (5ème), Azerbaïdjan (6ème), Bangladesh (6ème), Bélarus (6ème), Brésil (5ème), Burundi (7ème), Canada (7ème), Chine (5ème), Chypre (6ème), Costa Rica (5ème), Croatie (6ème), Danemark (au nom de la Communauté européenne) (3ème), El Salvador (6ème), Etats-Unis d'Amérique (3ème), Fédération de Russie (3ème), Gambie (7ème), Ghana (7ème), Guatemala (7ème), Inde (4ème), Indonésie (6ème), Iran (République islamique d') (6ème), Iraq (6ème), Irlande (4ème), Jamahiriya

arabe libyenne (7ème), Jamaïque (6ème), Japon (7ème), Kenya (6ème), Lettonie (7ème), Malawi (6ème), Maroc (6ème), Monaco (3ème), Namibie (7ème), Népal (5ème), Nigéria (7ème), Nouvelle-Zélande (5ème), Pakistan (7ème), Pologne (au nom de la République tchèque, de la Hongrie, de la Pologne et de la Slovaquie) (5ème), République arabe syrienne (5ème), République de Corée (6ème), Roumanie (6ème), Rwanda (6ème), Sénégal (6ème), Singapour (6ème), Sri Lanka (7ème), Suède (3ème), Turquie (7ème).

28. L'observateur de la Suisse a fait aussi une déclaration (7ème).

29. Les observateurs des organes de l'ONU qui s'occupent des droits de l'homme et des questions apparentées ci-après ont aussi fait des déclarations : Comité contre la torture (4ème), Comité des droits de l'enfant (5ème), Comité des droits économiques, sociaux et culturels (6ème), Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (4ème), Rapporteur spécial sur la promotion de la réalisation du droit à un logement convenable (6ème).

30. Des déclarations ont été faites par les observateurs des organes de l'ONU suivants : Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, Division de la promotion de la femme (2ème), Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (6ème), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (5ème), Fonds des Nations Unies pour la population (4ème), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (5ème), Programme des Nations Unies pour le développement (6ème).

31. Les observateurs des institutions spécialisées suivantes ont fait des déclarations : Organisation internationale du Travail (4ème), Organisation mondiale de la santé (4ème).

32. L'observateur de l'Organisation de l'unité africaine a fait une déclaration (6ème).

33. L'observateur du Comité international de la Croix-Rouge a aussi fait une déclaration (6ème).

34. Les organisations non gouvernementales ci-après ont fait des déclarations : Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (3ème), American Association of Jurists (3ème), Amnesty International (6ème), Change (4ème), Coalition internationale Habitat (5ème), Commission internationale de juristes (6ème), Commonwealth Medical Association (3ème), Confédération mondiale du travail (4ème), Conférence circumpolaire inuit (6ème), Consejo Indio de Sud América (6ème), Forum culturel asiatique sur le développement (4ème), Grand Conseil des Cris du Québec (5ème), Groupe juridique sur les droits de l'homme internationaux (6ème), Human Rights Internet (6ème), Les Sentiers de la Paix (6ème), Ligue Internationale de femmes pour la paix et la liberté (5ème), Ligue internationale des droits de l'homme (5ème), Mouvement international ATD quart monde (5ème), Organisation internationale de développement de ressources indigènes (5ème), OXFAM (4ème), Union internationale du notariat latin (4ème), Université spirituelle internationale des Brahma Kumaris (4ème).

35. Les observateurs d'International Rehabilitation for Torture Victims (5ème) et de Rights and Humanity (6ème) ont fait une déclaration.

36. A sa 8ème séance, le 22 avril 1993, le Comité préparatoire a étudié les modalités de l'examen d'un projet de document final de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.

37. Les représentants des pays suivants ont fait une déclaration : Autriche, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Kenya, Malaisie, Maroc, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Pologne (au nom du groupe de l'Europe orientale), République arabe syrienne, Sénégal, Singapour, Sri Lanka, Suède, Uruguay et Yémen.

38. A la même séance, le Secrétaire général de la Conférence mondiale a fait une déclaration au sujet du document de travail portant la cote A/CONF.157/PC/82.

39. A sa 9ème séance, le 23 avril 1993, le Comité préparatoire a adopté, sans le mettre aux voix, un projet de décision proposé par le Président, qui concernait la marche à suivre pour élaborer le document final au sein du Comité plénier.

40. Pour le texte de la décision, tel qu'il a été adopté, voir, à l'annexe II, la décision PC.4/1.

41. A sa 11ème séance, le 7 mai 1993, le Comité préparatoire a examiné le projet de document final de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme soumis par le Comité plénier de rédaction et portant la cote A/CONF.157/PC/L.30/Add.1 à 5.

42. A la même séance, le Comité préparatoire a décidé, sans vote, que les consultations sur le paragraphe 18 du projet de document final se poursuivraient en vue de l'achever à Vienne.

43. Pour le texte de la décision, tel qu'il a été adopté, voir, à l'annexe 2, la décision PC.4/4.

44. A la même séance, les représentants des pays ci-après ont fait une déclaration concernant les paragraphes du projet de document final de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme : Belgique, Canada, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Kenya, Mexique, Pakistan, République arabe syrienne et Singapour.

45. Le représentant du Canada a déclaré que, conformément à la décision prise par le Comité plénier de rédaction, les paragraphes 6 à 12 de la partie contenue dans le document A/CONF.157/PC/L.32 qui, faute de temps, n'avaient pas été examinés par le Comité plénier de rédaction, seraient étudiés à Vienne.

46. Le représentant de Singapour a proposé que le Comité préparatoire examine paragraphe par paragraphe le projet de document final soumis par le Comité plénier de rédaction. Les représentants du Kenya et du Pakistan ont proposé d'adopter ad referendum l'ensemble des paragraphes.

47. En ce qui concerne le paragraphe 17.3 du projet de document final, la représentante de l'Inde a déclaré que sa délégation n'était pas en mesure de se joindre au consensus et d'accepter ce paragraphe. A ce propos, elle a rappelé la proposition faite par l'Inde de modifier le paragraphe en question (A/CONF.157/PC/L.34).

48. A la même séance le Comité préparatoire a décidé, sans vote, d'adopter ad referendum les paragraphes du projet de document final présenté par le Comité plénier de rédaction et de les transmettre à la Conférence mondiale.

49. Pour le texte de la décision, tel qu'il a été adopté, voir, à l'annexe II, la décision PC.4/5.

X. ETAT DU FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES VISANT A PERMETTRE
AUX REPRÉSENTANTS DES PAYS LES MOINS AVANCES DE PARTICIPER AUX
REUNIONS PREPARATOIRES ET A LA CONFERENCE ELLE-MEME

50. A sa 2ème séance, le 19 avril 1993, le Comité préparatoire a examiné le point 10 de l'ordre du jour.

51. Il était saisi du document suivant :

Rapport du Secrétaire général sur la situation du Fonds de contributions volontaires (A/CONF.157/PC/69).

XI. RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ETAT D'AVANCEMENT
DES PREPARATIFS DE LA CONFERENCE MONDIALE

52. A sa 2ème séance, le 19 avril 1993, le Comité préparatoire a examiné le point 11 de l'ordre du jour.

53. Il était saisi du rapport du Secrétaire général (A/CONF.157/PC/70).

54. A la même séance, le Comité préparatoire a décidé de laisser ouvert l'examen de ce point.

55. A la 11ème séance, le 7 mai 1993, le Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a fait une déclaration pour présenter son rapport.

56. A la même séance, le Comité préparatoire a accepté la recommandation de ses membres et décidé, sans vote, de la composition du Bureau de la Conférence

mondiale sur les droits de l'homme et de la répartition géographique des sièges.

57. Après l'adoption de cette décision, la délégation du Kenya a déclaré, au nom du Groupe africain, que celui-ci décidait de désigner la Tunisie comme l'un des vice-présidents de la Conférence.

58. Pour le texte de la décision, tel qu'il a été adopté, voir, à l'annexe II, la décision PC.4/3.

XII. ADOPTION DU RAPPORT DU COMITE PREPARATOIRE

59. A sa 11ème séance, le 7 mai 1993, le Comité préparatoire a examiné le rapport du Comité de rédaction (A/CONF.157/PC/L.35) ainsi que le projet de rapport sur les travaux de sa quatrième session. Le Comité préparatoire a pris note du rapport du Comité de rédaction. Le projet de rapport a été adopté.

Annexe I

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session
2. Election du Bureau et adoption du règlement intérieur
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Organisation des travaux
5. Etat d'avancement des publications, des études et de la documentation à établir pour la Conférence mondiale
6. Rapport sur les autres réunions et activités
7. Rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les activités d'information relatives à la Conférence mondiale et à ses préparatifs
8. Réunions régionales
9. Examen de la question des résultats de la Conférence mondiale, compte tenu des travaux préparatoires et des conclusions des réunions régionales
10. Etat du Fonds de contributions volontaires visant à permettre aux représentants des pays les moins avancés de participer aux réunions préparatoires et à la Conférence elle-même
11. Rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence mondiale
12. Adoption du rapport du Comité préparatoire.

Annexe II

DECISIONS ADOPTEES PAR LE COMITE PREPARATOIRE DE
LA CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME
A SA QUATRIEME SESSION

PC.4/1 Elaboration du document final de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

A sa 9ème séance, le 23 avril 1993, le Comité préparatoire a décidé, sans vote, de procéder à l'élaboration du document final de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme en se fondant sur la déclaration adoptée lors des trois réunions régionales - tenues à Tunis, San José et Bangkok -, et sur d'autres documents officiels de la quatrième session du Comité préparatoire, le document A/CONF.157/PC/82 devant servir d'instrument de travail.

[Voir chap. IX.]

PC.4/2 Prolongation de la quatrième session du Comité préparatoire

A sa 10ème séance, le 30 avril 1993, le Comité préparatoire, rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 46/166 du 17 décembre 1991 et 47/122 du 18 décembre 1992, a décidé de recommander à l'Assemblée générale de l'autoriser à prolonger d'une semaine sa quatrième session.

[Voir chap. IV.]

PC.4/3 Composition du Bureau

A sa 11ème séance, le 7 mai 1993, le Comité préparatoire a décidé, sans vote, que le Bureau de la Conférence se composerait de 35 membres, à savoir le Président, 29 Vice-Présidents, le Rapporteur général, deux Présidents des grandes commissions, le Président du Comité de rédaction et le Président de la Commission de vérification des pouvoirs et que ces 35 sièges seraient répartis comme suit :

- Afrique : 9 sièges
- Asie : 8 sièges
- Europe orientale : 4 sièges
- Amérique latine et Caraïbes : 7 sièges
- Etats d'Europe occidentale et autres Etats : 7 sièges

Afin que cette répartition se fasse de la façon la plus équitable, le Comité préparatoire a également décidé de recommander à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme que, lors de l'adoption de son règlement intérieur, tel qu'il figure dans le document A/CONF.157/PC/54, la Conférence modifie en conséquence l'article 11 du règlement intérieur provisoire.

[Voir chap. XI.]

PC.4/4 Examen du paragraphe 18 du projet de document final

A sa 11ème séance, le 7 mai 1993, le Comité préparatoire a décidé, sans vote, la poursuite des consultations sur le paragraphe 18 du projet du document final en vue de l'achever à Vienne en tenant compte du travail effectué pendant la quatrième session du Comité préparatoire.

[Voir chap. IX.]

PC.4/5 Projet de document final de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

A sa 11ème séance, le 7 mai 1993, le Comité préparatoire a décidé, sans vote, d'adopter ad referendum les paragraphes ci-après du projet de document final de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et de les transmettre à la Conférence mondiale...

[Voir chap. IX.]

PREMIERE PARTIE

Préambule 1

Considérant que la promotion et la protection des droits de l'homme est une question prioritaire pour la communauté internationale, et que la Conférence offre une occasion unique de procéder à une analyse globale du système international des droits de l'homme et des mécanismes de protection de ces droits, afin d'en promouvoir et donc d'en encourager un exercice plus complet, de manière équitable et équilibrée,

Préambule 2

[Reconnaissant et affirmant que tous les droits de l'homme découlent de la dignité et de la valeur inhérente à la personne humaine, (individuellement) et (collectivement), et que la personne humaine est le sujet même des droits de l'homme et des libertés fondamentales et que, par conséquent, elle doit en être le principal bénéficiaire et participer activement à leur réalisation,]

Préambule 3

1. Réaffirmant son attachement aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme;

2. Réaffirmant l'engagement pris à l'Article 56 de la Charte des Nations Unies d'agir, tant conjointement que séparément, en accordant l'importance qu'il mérite au développement d'une coopération internationale efficace pour atteindre les buts énoncés à l'Article 55, y compris le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous;

3. Soulignant l'obligation qu'ont tous les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies, de développer et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;

Préambule 4

Rappelant le préambule de la Charte des Nations Unies, en particulier la détermination des peuples des Nations Unies à proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,

Préambule 5

Rappelant en outre la détermination des peuples des Nations Unies, exprimée dans le préambule de la Charte des Nations Unies, à préserver les générations futures du fléau de la guerre, à créer les conditions nécessaires

au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, à pratiquer la tolérance et le bon voisinage et à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

Préambule 6

Soulignant que la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui constitue un modèle commun à suivre pour tous les peuples et toutes les nations, est la source d'inspiration et a été l'assise sur laquelle l'Organisation des Nations Unies s'est appuyée pour progresser dans l'élaboration des normes énoncées dans les instruments internationaux en vigueur dans le domaine des droits de l'homme, en particulier dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

Préambule 9

Ayant pris acte des déclarations adoptées par les trois réunions régionales tenues à Tunis, à San José et à Bangkok et des communications faites par les gouvernements, et ayant présentes à l'esprit les suggestions émises par les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que les études établies par des experts indépendants au cours des préparatifs de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Préambule 10

Se félicitant de la célébration, en 1993, de l'Année internationale des populations autochtones du monde par laquelle se trouve réaffirmé l'engagement de la communauté internationale d'assurer à ces peuples la jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales et de respecter la valeur et la diversité de leurs cultures et de leurs identités;

DEUXIEME PARTIE

Paragraphe 1

[La Conférence mondiale sur les droits de l'homme réaffirme l'engagement de tous les Etats de s'acquitter de l'obligation qu'ils ont solennellement prise de protéger et de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, en se fondant sur [les principes et les buts énoncés dans la Charte] [la Charte] des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les dispositions du droit international [coutumier].

Dans ce contexte, [la coopération internationale pour] la protection et la promotion des droits de l'homme [notamment] [par] [la coopération internationale dans ce domaine] est/sont indispensable[s] pour que les autres objectifs des Nations Unies soient pleinement atteints et qu'un ordre international [fondé sur le développement, la démocratie, la légalité, la liberté et la justice] soit instauré [et est/sont une préoccupation légitime de la communauté internationale]. La pleine réalisation de ces droits [, en particulier le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,] contribuerait [au maintien de la paix et de la sécurité internationales,] au développement de relations amicales entre les nations et à la solution des problèmes internationaux de caractère économique, social, culturel ou humanitaire.]

Paragraphes à insérer entre 1 et 2

- [Le droit {à l'} / {d'} autodétermination [est un droit de tous les peuples et] / [des peuples soumis à la domination extérieure ou coloniale ou à l'occupation étrangère] est un droit de l'homme inaliénable qui devrait retenir l'attention à titre [haute] prioritaire [qui réclame la plus grande attention] au sein du système des Nations Unies. Le déni de ce droit constitue une violation [grave] / [majeure] des droits de l'homme. La communauté internationale est exhortée à assurer sa réalisation effective.]

- [La Conférence mondiale souligne la nécessité de prendre des mesures internationales effectives afin de garantir et de surveiller l'application des normes relatives aux droits de l'homme ainsi que la protection de fait et de droit des personnes soumises à l'occupation étrangère.]

- Les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont inhérents à tous les êtres humains; leur protection et leur promotion sont la première responsabilité des gouvernements.

- Le caractère universel des droits de l'homme est hors de question; leur protection et leur promotion sont le devoir de tous les Etats, indépendamment de leur système politique, économique ou culturel.

- [Le respect des droits de l'homme devrait être favorisé en tant que partie intégrante des efforts de l'Organisation des Nations Unies pour maintenir et renforcer la paix et la sécurité et pour promouvoir le développement social et économique conformément à la Charte.]

- [Les efforts de l'Organisation des Nations Unies en faveur du respect de tous les droits de l'homme, de la promotion du développement social et économique et du maintien et du renforcement de la paix et de la sécurité devraient être encouragés en vue d'instaurer les conditions de stabilité et de bien-être qui sont nécessaires à l'établissement de relations pacifiques et amicales entre les nations, conformément à la Charte des Nations Unies.]

Texte à ajouter avant le paragraphe 2

Expriment leur préoccupation devant toutes les formes de violation des droits de l'homme, y compris les manifestations de discrimination raciale, de racisme, [d'antisémitisme [arabe]], d'apartheid, [de colonialisme, d'agression et d'occupation étrangères, ainsi que l'établissement de colonies de peuplement illégales dans les territoires occupés et la réapparition récente du néonazisme, de la xénophobie, [et] la "purification ethnique"] [la torture, les exécutions sommaires et les disparitions].

Paragraphe 2

La promotion et la protection de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales doivent être considérées comme un objectif prioritaire de l'Organisation des Nations Unies conformément à ses buts et [principes] [dans le contexte de la coopération internationale]. [La promotion et la protection [de tous les/des] droits de l'homme [dans leur totalité] est une préoccupation [légitime] de la communauté internationale et un objectif prioritaire du système des Nations Unies.] Les [divers] organes et les institutions spécialisées [s'occupant des droits de l'homme] doivent donc renforcer encore la coordination de leurs activités en se fondant sur l'application uniforme et objective des [instruments internationaux relatifs aux] [normes internationales relatives aux] [normes] [du droit international relatif aux] droits de l'homme.

Paragraphe 3

Tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles [et interdépendants]. La communauté internationale dans son ensemble et les Etats doivent les traiter [traiter leur réalisation] sur un pied d'égalité et avec la même urgence [dans une optique intégrée et équilibrée]. L'universalité des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux exige que tous les Etats du monde reconnaissent, protègent et respectent les [normes] [internationalement reconnues en matière de droits de l'homme] droits de l'homme internationalement reconnus [droits de l'homme universellement reconnus] et qu'ils en encouragent l'application. Les spécificités régionales et nationales doivent contribuer au renforcement de [doivent être prises en considération dans les efforts visant à renforcer] l'universalité des droits de l'homme. L'exercice d'un droit de l'homme, quel qu'il soit, ne doit pas

être refusé sous prétexte que la jouissance des autres droits n'est pas encore pleinement garantie. S'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse, il est du devoir des Etats, quel qu'en soit le système politique, économique et culturel, de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales. [La mise en oeuvre des droits de l'homme doit être intégrée à un processus évolutif tant sur le plan des législations que des institutions et des mentalités.]

Paragraphe 4

La promotion et la protection des droits de l'homme doivent se faire conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et conformément au droit international.

Paragraphe 5

La démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et se renforcent les uns les autres. La démocratie est fondée sur la volonté qu'exprime librement le peuple de déterminer le système politique, économique, social et culturel qui sera le sien et sur sa pleine participation à tous les aspects de la vie de la société. Cela étant, la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, aux niveaux national et international, doivent être universelles [et [se réaliser] sans l'imposition de conditions]. La communauté internationale doit appuyer le renforcement et la promotion de la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde entier.

Paragraphe 5 ter

La Conférence mondiale sur les droits de l'homme réaffirme que les pays les moins avancés qui s'emploient à faire progresser le processus de démocratisation et de réformes économiques et dont beaucoup sont en Afrique doivent recevoir l'appui de la communauté internationale de manière à franchir le cap du passage à la démocratie et au développement économique.

Paragraphe 6 1/

[Le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme. [Une surveillance doit s'exercer [Un examen doit être pratiqué] aux niveaux international, régional et national afin d'en garantir l'exercice.] [Comme il est indiqué dans la Déclaration sur le droit au développement, la personne humaine est le sujet central du processus de développement, son principal

1/ L'adoption ad referendum du texte du paragraphe 6 est subordonnée à la condition que, lorsque les négociations quant au fond s'ouvriront à Vienne, les délégations auront le droit légitime de revenir au texte initial du paragraphe 6 figurant dans le document A/CONF.157/PC/82.

participant et son principal bénéficiaire.] [Les principaux obstacles à la réalisation du droit au développement se situent au [niveau national et au] niveau macro-économique international, [comme en témoigne l'écart de plus en plus grand entre le Nord et le Sud, les riches et les pauvres.].] [Les autres éléments à prendre en considération sont : la question de la corruption et des responsabilités, ainsi qu'une saine administration des affaires publiques et la capacité des pays en développement d'absorber la coopération en matière de développement]. [Si la coopération internationale pour le développement doit être renforcée, le développement et la démocratisation restent, au premier chef, des responsabilités nationales.]

Tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont indivisibles et [interdépendants] [intimement liés]; il faut prêter une attention et une urgence [égales] à la mise en oeuvre, à la promotion et à la protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. [L'insuffisance de développement ne saurait être invoquée pour justifier une limitation des droits de l'homme internationalement reconnus à un citoyen du pays.]

Les Etats doivent coopérer pour assurer le développement et éliminer les obstacles qui s'y opposent. [La communauté internationale doit promouvoir une coopération internationale efficace pour réaliser le droit au développement et éliminer les obstacles qui s'opposent au développement.]

[Pour réaliser des progrès durables dans la réalisation du droit au développement, il faut, au niveau national, des politiques de développement efficaces et, au niveau international, des relations économiques équitables et un environnement économique favorable - le droit des peuples à contrôler leurs propres richesses et leurs ressources naturelles étant dûment pris en considération.]

Paragraphe 6 bis

[La réalisation du droit au développement doit se faire dans un environnement sain et écologiquement équilibré, conformément à la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992. Le déversement de produits et de déchets toxiques et dangereux contribue à dégrader l'environnement et constitue une violation d'un droit qui est le propre de l'être humain, de la collectivité et des peuples.

Le droit fondamental à un environnement sûr et sain doit être progressivement développé et codifié.]

Paragraphe 6 ter

[La Conférence mondiale sur les droits de l'homme, reconnaissant l'attachement des pays en développement à la démocratie, au développement et au respect des droits de l'homme, souligne l'importance d'aider les pays fortement endettés à l'extérieur, fait qui a des incidences préjudiciables sur leur développement économique et social et qui suscite des problèmes sociaux et civils. C'est pourquoi la Conférence mondiale lance un appel à la

communauté internationale pour qu'elle mette tout en oeuvre afin d'alléger le fardeau de la dette des pays en développement de sorte que les droits économiques, sociaux et culturels de leurs peuples puissent se réaliser pleinement.

Paragraphe 7

La nécessité s'impose impérativement [aux Etats et aux organisations internationales en coopération avec les organisations non gouvernementales] de créer, aux niveaux national, régional et international, des conditions propices à la jouissance pleine et effective des droits de l'homme. [Tous] les Etats doivent s'efforcer d'éliminer toutes les [causes de violation] violations des droits de l'homme [par la coopération et le consensus et non par l'affrontement] [en agissant et en coopérant au niveau national] et tous les obstacles à la réalisation de ces droits, [compte tenu de [la priorité] [l'importance] [la valeur] à accorder à des mesures correctives.] [La communauté internationale doit [soutenir] [participer à] ces efforts.]

Paragraphe 7 bis

L'extrême pauvreté généralisée s'opposant à la jouissance pleine et effective des droits de l'homme, la communauté internationale doit continuer à accorder un rang de priorité élevé aux mesures visant à l'atténuer dans l'immédiat pour l'éliminer finalement.

Paragraphe 8

Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans distinction de race, de sexe, de langue [de couleur, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation] ou de religion est une règle fondamentale du droit international en matière de droits de l'homme. Eliminer rapidement et intégralement toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, ainsi que de xénophobie, avec l'intolérance dont elles s'accompagnent, est pour la communauté internationale une tâche prioritaire. Les gouvernements doivent prendre des mesures efficaces pour les empêcher et les combattre. Les groupes, institutions, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les particuliers sont instamment priés de redoubler d'efforts pour lutter contre ce fléau en coopérant et coordonnant les activités qu'ils déploient à cette fin.

Paragraphe 8 ter

La Conférence mondiale se félicite des progrès accomplis en vue de démanteler l'apartheid et lance un appel à la communauté internationale et aux organismes des Nations Unies pour qu'ils facilitent ce processus.

La Conférence mondiale déplore aussi la persistance d'actes de violence visant à compromettre la recherche d'un démantèlement pacifique de l'apartheid.

Paragraphe 8 ter

Les actes, méthodes et pratiques de terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations [qui doivent être distingués de la lutte légitime des peuples subissant une domination coloniale, l'occupation étrangère et des régimes racistes] ainsi que la relation, dans certains pays, de ces pratiques avec le trafic de stupéfiants sont des activités qui visent à détruire les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la démocratie, qui menacent l'intégrité territoriale et la sécurité des Etats et qui déstabilisent les gouvernements légitimement constitués. La communauté internationale doit prendre les mesures nécessaires pour renforcer la coopération en vue d'empêcher et de combattre le terrorisme [qui doit être distingué de la lutte légitime des peuples subissant une domination coloniale, l'occupation étrangère et des régimes racistes].

Paragraphe 9

Les droits fondamentaux de la femme et de la fillette sont une part inaliénable, intégrale et indivisible des droits universels de la personne. La participation pleine et égale des femmes à la vie politique, civile, économique, sociale et culturelle, aux niveaux national, régional et international, et l'élimination totale de toutes les formes de discrimination fondées sur le sexe sont des objectifs prioritaires de la communauté internationale.

Les violences qui s'exercent en fonction du sexe et toutes les formes de harcèlement et d'exploitation sexuels, y compris celles qui sont la conséquence de préjugés culturels et d'une traite internationale sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine et doivent être éliminées. Cela doit se faire par des mesures juridiques et grâce à l'action nationale et à la coopération internationales dans des domaines comme le développement économique et social, l'éducation, les soins pour une maternité sans danger, les soins de santé et l'aide sociale.

Les droits fondamentaux des femmes doivent faire partie intégrante des activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, y compris la promotion de tous les instruments relatifs aux droits fondamentaux concernant les femmes.

La Conférence mondiale demande instamment aux gouvernements, aux institutions, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales d'intensifier leurs efforts en vue de protéger et de promouvoir les droits fondamentaux de la femme et de la fillette.

Paragraphe 10

La Conférence mondiale sur les droits de l'homme réaffirme que les Etats ont l'obligation de veiller à ce que les personnes appartenant à des minorités puissent exercer intégralement et effectivement (leurs) (les) droits de l'homme et libertés fondamentales sans aucune discrimination et dans des

conditions de pleine égalité devant la loi, conformément à la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques.

Les personnes appartenant à des minorités ont le droit de jouir de leur propre culture, de professer et de pratiquer leur propre religion et d'utiliser leur propre langue, en privé et en public librement et sans immixtion ou discrimination, sous quelque forme que ce soit.

[La promotion et la protection des droits des personnes appartenant à des minorités [devraient] contribuer à la stabilité politique et sociale des Etats dans lesquels elles vivent.]

Paragraphe 11

La Conférence mondiale reconnaît la dignité inhérente aux peuples autochtones et la contribution unique qu'ils apportent au développement et à la diversité des sociétés et réaffirme énergiquement l'engagement pris par la communauté internationale d'assurer leur bien-être économique, social et culturel et de les faire bénéficier des fruits d'un développement durable. Les Etats doivent veiller à la pleine et libre participation des peuples autochtones à tous les aspects de la vie sociale, en particulier dans les domaines qui les intéressent. Les Etats doivent, conformément au droit international, prendre des mesures constructives concertées pour assurer le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales des peuples autochtones, en se fondant sur l'égalité et la non-discrimination, et reconnaître la valeur et la diversité de leurs identités, de leurs cultures et de leur organisation sociale. La promotion et la protection des droits des peuples autochtones devraient contribuer à la stabilité politique et sociale des Etats dans lesquels ils vivent.

Paragraphe 12

La Conférence mondiale, se félicitant de la ratification rapide de la Convention relative aux droits de l'enfant par un grand nombre d'Etats et notant la reconnaissance qui a été accordée aux droits de l'enfant dans la Déclaration et le Plan d'action adoptés par le Sommet mondial, recommande instamment que la Convention soit ratifiée par tous les pays avant 1995 et qu'elle soit effectivement appliquée par les Etats parties grâce à l'adoption de toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires et à l'affectation d'un maximum de ressources à cette fin. Dans toutes les actions entreprises, les considérations dominantes devraient être la non-discrimination et l'intérêt supérieur de l'enfant dont les vues devraient être dûment prises en compte. Il convient de renforcer les mécanismes et programmes nationaux et internationaux de défense et de protection des enfants, en particulier des fillettes, des enfants abandonnés, des enfants des rues, des enfants victimes d'une exploitation économique et sexuelle, [notamment à des fins de pornographie, de prostitution ou pour la vente d'organes], des enfants victimes de maladies dont le SIDA, des enfants réfugiés et déplacés, des enfants en détention, des enfants mêlés à des conflits armés, ainsi que des enfants victimes de la famine et de la

sécheresse ou d'autres situations d'urgence. La coopération et la solidarité internationales devraient être encouragées pour étayer l'application de la Convention, et les droits de l'enfant devraient recevoir la priorité dans l'action menée à l'échelle du système des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

La Conférence mondiale souligne aussi que, pour que sa personnalité se développe pleinement et harmonieusement, l'enfant doit pouvoir grandir dans un environnement familial qui mérite de ce fait d'être plus largement protégé.

Paragraphe 12 bis

Il faut veiller tout particulièrement à ce que les handicapés ne soient pas victimes de discrimination et puissent exercer dans des conditions d'égalité tous les droits et libertés fondamentales de la personne humaine, y compris en participant activement à tous les aspects de la vie sociale.

Paragraphe à insérer entre 12 et 13

[La Conférence mondiale sur les droits de l'homme [réaffirme le droit de toute personne de chercher et de trouver asile dans d'autres pays pour échapper à la persécution, droit qui est énoncé dans l'article 14 de la Déclaration universelle et] souligne l'importance de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, de son protocole de 1967 et des principes du droit humanitaire.

Elle reconnaît que des facteurs multiples et complexes font gravement obstacle à la pleine jouissance des droits de l'homme, ce qui dans certains cas provoque des mouvements de population.

Dans un esprit de solidarité et de coopération, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme recommande d'adopter une option globale en coordination et en coopération avec les pays concernés [et à leur demande], une optique où l'accent serait mis sur la responsabilité de l'Etat, en particulier en ce qui concerne le pays d'origine [et sur la responsabilité de l'Etat à l'égard de ses propres citoyens], y compris d'agir pour remédier aux causes profondes de ce phénomène. [A cet égard, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme rappelle avec satisfaction le Plan d'action global adopté par la Conférence internationale sur les réfugiés indochinois, tenue à Genève en juin 1989, et demande la prompt application de celui-ci.] Dans cette optique globale, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme demande instamment à la communauté internationale et aux organisations internationales compétentes de fournir une assistance et une protection appropriées aux réfugiés [et personnes déplacées] et d'assurer leur bien-être [en attendant leur réinstallation ou leur rapatriement].

Compte tenu des conditions locales ou régionales, il faudrait en outre insister, en particulier, sur l'étude de stratégies de protection et d'assistance visant à prévenir les situations qui provoquent des mouvements de réfugiés et à traiter leurs causes profondes et leurs effets, sur le renforcement des mécanismes de planification préalable et d'action rapide face

aux situations d'urgence, et sur la mise au point de solutions durables, y compris, tout en insistant sur le droit de retourner dans son propre pays, [l'intégration dans le pays d'asile, la réinstallation dans des pays tiers et la solution préférable du rapatriement volontaire]/[la réinstallation dans des pays tiers ou la réintégration dans le pays d'origine grâce au rapatriement].

Toujours dans cette optique globale, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme réaffirme la nécessité d'accorder une assistance humanitaire aux victimes de toutes les catastrophes naturelles et provoquées par l'homme [dans le cadre de la Charte des Nations Unies].)

Paragraphe 13

Il faut accorder une grande importance à la promotion et à la protection des droits de l'homme des personnes appartenant à des groupes qui sont devenus vulnérables, y compris des travailleurs migrants, à l'élimination de toutes les formes de discrimination à leur encontre, ainsi qu'au renforcement et à une application plus efficace des instruments relatifs aux droits de l'homme qui sont en vigueur. Les Etats ont l'obligation de prendre au niveau national les mesures appropriées et d'en assurer la continuité, [en particulier] [à tout le moins] dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale, pour promouvoir et protéger les droits des personnes appartenant aux secteurs vulnérables de la population, et de veiller à ce que les intéressés puissent participer à la recherche de solutions à leurs propres problèmes.

Paragraphe 13 bis

La Conférence mondiale affirme que l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale constituent une violation de la dignité humaine et que des mesures urgentes s'imposent pour mieux connaître le phénomène de l'extrême pauvreté et ses causes, notamment celles liées aux problèmes de développement, afin de promouvoir les droits de l'homme des plus pauvres, de mettre fin à l'extrême pauvreté et à l'exclusion sociale et de mieux assurer la jouissance des fruits du progrès social. Il est indispensable que les Etats favorisent la participation des plus pauvres à la prise des décisions au sein de la communauté dans laquelle ils vivent, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre l'extrême pauvreté.

Paragraphe 14

[La Conférence mondiale se félicite des progrès réalisés dans la codification des instruments relatifs aux droits de l'homme, processus dynamique en évolution constante, et souhaite vivement la ratification universelle des traités relatifs aux droits de l'homme. En conséquence, elle encourage vigoureusement tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

Conformément au droit conventionnel international, toute réserve et déclaration concernant les traités internationaux doit être compatible avec l'objet et la finalité du traité en question.]

Paragraphe 15

Il faut qu'il y ait dans chaque Etat un ensemble de recours utiles pour remédier aux violations des droits de l'homme. L'administration de la justice, notamment les organes chargés de faire respecter la loi et les organes chargés des poursuites et, surtout, un corps judiciaire et juridique indépendant, en pleine conformité avec les normes applicables contenues dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, sont essentiels à la pleine réalisation des droits de l'homme, sans discrimination aucune, et sont indispensables aux processus de démocratisation et de développement durable. A ce propos, les institutions chargées de l'administration de la justice devraient pouvoir compter sur des ressources financières suffisantes et la communauté internationale devrait accroître tant son assistance technique que son aide financière. Il incombe à l'Organisation des Nations Unies d'utiliser à titre prioritaire les programmes spéciaux de services consultatifs pour mettre en place une administration de la justice efficace et indépendante.

Paragraphe 16

[La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels contribue à l'exercice de la liberté politique]/[Les droits politiques et les libertés fondamentales ne sauraient s'exercer pleinement si les droits civils, économiques, sociaux et culturels ne sont pas réalisés.] [Pour assurer la jouissance des droits de l'homme, il faut réduire l'écart de plus en plus grand qui sépare le Nord du Sud, les riches des pauvres, et éliminer la pauvreté.] Pour renforcer la jouissance de ces droits, il faudrait examiner de nouvelles approches, par exemple un système d'indicateurs pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Il doit y avoir un effort concerté pour assurer la reconnaissance des droits économiques, sociaux et culturels aux niveaux national, régional et international.

Paragraphe 17

[1. La responsabilité de l'application et de la promotion des droits de l'homme incombe au premier chef aux Etats, qui devraient donc continuer à renforcer au plan national les recours existant en cas de violations des droits de l'homme, afin de les rendre plus efficaces. Au niveau international, la Commission des droits de l'homme, ses organes subsidiaires et les organes conventionnels, ainsi que les institutions spécialisées, devraient être renforcés et encouragés dans leur action. En vue d'accroître leur efficacité, il faut continuer à s'efforcer de rationaliser et de coordonner leurs activités, et éviter les chevauchements et la multiplicité des mécanismes parallèles constatés actuellement.

2. [Compte tenu [de la nécessité pour l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter de sa tâche de manière objective, impartiale, non politisée et non sélective/de l'objectivité, de l'impartialité et de la non-sélectivité qui

doivent être le propre de l'Organisation des Nations Unies] [dans le domaine des droits de l'homme, ses [activités/procédures] de surveillance devraient s'étendre à tous les Etats du monde.]

3. [Une protection juridique efficace devrait être assurée aux populations sous occupation étrangère, notamment dans les territoires reconnus par les Nations Unies comme occupés et contestés.]]

Paragraphe 17 bis

La Conférence mondiale se déclare atterrée par les violations massives des droits de l'homme, notamment celles qui prennent la forme de génocide, de "nettoyage ethnique" et de viol systématique des femmes en temps de guerre, violations qui sont à l'origine d'exodes massifs de réfugiés et de personnes déplacées. Tout en condamnant énergiquement des pratiques aussi révoltantes, elle demande à son tour que les auteurs de tels crimes soient punis et qu'il soit immédiatement mis fin à ces pratiques.

Nouveau paragraphe 18 bis

[Souligne le principe, consacré dans la Charte des Nations Unies, du respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, [et souligne que les droits de l'homme ne doivent pas servir d'un instrument de pression politique].]

Paragraphe 19

La Conférence mondiale exprime ses vives inquiétudes devant les violations des droits de l'homme que l'on continue de commettre dans toutes les parties du monde au mépris des normes énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme [et du droit humanitaire international], et devant l'insuffisance ou l'absence fréquente de moyens de recours utiles pour les victimes.

Paragraphe 19 (A)

[La Conférence mondiale exprime son indignation devant le fait que [la torture et les traitements et châtiments cruels, inhumains et dégradants, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions et les détentions arbitraires] continuent d'être tolérés et pratiqués dans toutes les parties du monde, bien que le droit international les interdise expressément.]

Paragraphe 19 (B)

[La Conférence mondiale déplore [le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid, l'occupation et la domination étrangères, la xénophobie, la précarité du climat économique international, la pauvreté, l'intolérance religieuse et la violence qui l'accompagne, la dangerosité du milieu naturel] qui compromettent l'exercice des droits de l'homme.]

Paragraphe 19 (C)

[La Conférence mondiale souligne, s'agissant des [de la mise en oeuvre des] droits de l'homme, la nécessité de [maintenir une approche universelle, objective, impartiale et non sélective] [de favoriser l'universalité, l'objectivité, l'impartialité et la non-sélectivité].

Paragraphe 19 bis

[La Conférence mondiale sur les droits de l'homme, réaffirmant le droit des individus et des peuples à un niveau de vie suffisant pour assurer leur santé et leur bien-être, y compris en ce qui concerne l'alimentation et les soins médicaux, invite les Etats à mettre fin à [toute mesure injustifiable] [tout blocus économique ou toute mesure coercitive, autres qu'adoptés conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies] qui créent des obstacles à la liberté des relations commerciales internationales entre les Etats et s'opposent à la pleine réalisation des droits inaliénables énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.]

Paragraphe 20

La Conférence mondiale réaffirme que les Etats sont tenus, comme le stipulent la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme de veiller à ce que l'éducation vise au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle souligne à quel point il importe de faire réserver à la question des droits de l'homme une place dans les programmes d'enseignement et invite les Etats à le faire. L'éducation devrait favoriser la compréhension, la tolérance, la paix et les relations amicales entre les nations et les groupes raciaux ou religieux et encourager le développement des activités menées par l'ONU pour atteindre ces objectifs. L'éducation en matière de droits de l'homme et la diffusion d'informations appropriées, à la fois théoriques et pratiques, jouent donc un rôle important dans la promotion et le respect des droits de l'homme de tous les individus, sans distinction d'aucune sorte fondée sur la race, le sexe, la langue ou la religion, et cela devrait être pris en compte dans les politiques d'enseignement aux niveaux aussi bien national qu'international. La Conférence mondiale note que le manque de ressources et la faiblesse des institutions peuvent faire obstacle à la réalisation immédiate de ces objectifs.

Paragraphe 21

Il faudrait faire plus d'efforts pour aider les pays qui le demandent à créer les conditions permettant à chacun de jouir des droits de l'homme universels et des libertés fondamentales. Les gouvernements, les organismes des Nations Unies ainsi que d'autres organisations multilatérales sont instamment priés d'accroître considérablement les ressources qui sont allouées aux programmes ayant les objectifs suivants : élaboration de lois et renforcement de la législation nationale, création d'institutions nationales

et d'infrastructures connexes qui soutiennent l'Etat de droit et la démocratie, assistance électorale, sensibilisation aux droits de l'homme par la formation, l'enseignement et l'éducation, développement de la participation populaire et renforcement de la société civile.

Il faudrait à la fois renforcer les programmes de services consultatifs et de coopération technique exécutés sous les auspices du Centre pour les droits de l'homme et les rendre plus efficaces et transparents pour que de la sorte ils contribuent dans une large mesure à améliorer le respect des droits de l'homme. Les Etats sont invités à augmenter leurs contributions à ces programmes, à la fois en encourageant l'octroi à ces derniers d'une part plus importante de ressources du budget ordinaire de l'ONU et en leur versant des contributions volontaires.

Paragraphe 22

[La réalisation intégrale et effective] des activités de l'ONU visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme doit correspondre à [la priorité] [l'importance] que la Charte des Nations Unies accorde aux droits de l'homme et aux tâches à accomplir dans le cadre de l'action de l'ONU relative aux droits de l'homme, conformément au mandat donné par les Etats Membres, [ainsi qu'aux mesures envisagées dans le présent document]. A cette fin, il faudrait consacrer aux activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme davantage de ressources prélevées [sur le budget ordinaire] [selon qu'il sera approprié] [et sur des fonds extrabudgétaires] [selon qu'il sera approprié].

Paragraphe 23

La Conférence mondiale sur les droits de l'homme réaffirme le rôle important et constructif que jouent les institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, en particulier en leur qualité de conseillers des autorités compétentes, ainsi que le rôle qui leur revient s'agissant d'ouvrir des voies de recours en cas de violations des droits de l'homme, de diffuser l'information en matière de droits de l'homme et d'assurer l'éducation aux droits de l'homme.

[La Conférence mondiale sur les droits de l'homme encourage la création ou le renforcement d'institutions nationales [indépendantes et pluralistes] [conformément à la situation particulière du pays et à la législation nationale].]

Paragraphe 24

Les mécanismes régionaux jouent un rôle fondamental pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Ils devraient renforcer les normes universelles en matière de droits de l'homme énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et la protection de ces droits. La Conférence mondiale appuie les efforts actuellement déployés pour renforcer ces mécanismes et en accroître l'efficacité tout en soulignant l'importance de

la coopération avec l'Organisation des Nations Unies dans ses activités de protection des droits de l'homme.

La Conférence mondiale réaffirme qu'il est nécessaire d'envisager la possibilité de créer là où il n'en existe pas encore des mécanismes régionaux et sous-régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

Paragraphe 25

[La Conférence mondiale sur les droits de l'homme rend hommage aux organisations non gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'homme et de l'action humanitaire aux échelons national, régional et international. Leur rôle en ce qui concerne l'élaboration de normes et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la diffusion de l'information, l'éducation, la formation et la recherche est de notoriété publique et il est donc important de développer entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales une coopération et un dialogue fondés sur le respect et la compréhension mutuels. Les particuliers et les groupes qui oeuvrent ainsi à la défense des droits de l'homme et à la lutte contre les violations de ces droits doivent se voir accorder autonomie, liberté et protection, conformément aux législations nationales. Les organisations non gouvernementales doivent avoir accès aux sources de financement et d'information et bénéficier gratuitement de l'information disponible sur les droits de l'homme, dans le respect des normes reconnues touchant à la protection de la vie privée.]

Paragraphe 25

[La Conférence mondiale sur les droits de l'homme rend hommage aux organisations non gouvernementales qui ont un rôle [important] dans la promotion des droits de l'homme et dans l'action humanitaire aux échelons national, régional et international. La Conférence [se félicite] de leur [contribution] à l'effort de sensibilisation du public aux questions liées aux droits de l'homme par le biais d'activités d'enseignement et de formation, ainsi que de l'intérêt qu'elles manifestent pour l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, conformément à la législation nationale.]

Paragraphe 25

[Reconnaît qu'il importe d'établir entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales une coopération et un dialogue fondés sur des valeurs communes ainsi que sur le respect et la compréhension mutuels dans le domaine de la promotion des droits de l'homme, et encourage les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social à contribuer de façon positive à ce processus, conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social;]

Paragraphe 26

Soulignant l'importance d'une information objective, responsable et impartiale pour ce qui a trait aux droits de l'homme et aux questions humanitaires, la Conférence mondiale préconise une participation accrue des médias auxquels liberté et protection devraient être garanties dans le cadre de la législation nationale.

TROISIEME PARTIE

I. [Action du système des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme]

[[1. La Conférence mondiale recommande une coordination accrue au sein du système des Nations Unies pour favoriser une action au service des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui poursuive des objectifs précis et qui évite les doubles emplois, et elle recommande au Secrétaire général de veiller à ce que les hauts responsables des organes compétents des Nations Unies et des institutions spécialisées procèdent également, au cours de leur réunion annuelle, à une évaluation de l'impact de leurs stratégies et de leurs politiques sur la jouissance de tous les droits de l'homme [et coordonnent leur programme et les mesures qu'ils prennent] en vue de promouvoir ces droits et d'en assurer la protection.]

2. La Conférence mondiale invite par ailleurs les organisations régionales et les principales institutions internationales et régionales de financement et de développement à évaluer elles aussi l'impact de leurs politiques et de leurs programmes sur la jouissance des droits de l'homme.

[3. La Conférence mondiale reconnaît que dans le cadre du programme des Nations Unies pour les droits de l'homme, la possibilité de disposer en permanence d'analyses indépendantes et de rapports objectifs ainsi que de surveiller la situation des droits de l'homme [devrait être étendue à tous les pays du monde] devrait être maintenue [et renforcée] dans les pays du monde entier. [La Conférence recommande que le Secrétaire général établisse un rapport annuel global sur la situation des droits de l'homme dans le monde entier, en se fondant sur les analyses et les rapports des mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU.]]

[3 bis. Le Secrétaire général et le Conseil de sécurité sont encouragés à garantir le déploiement effectif des mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU et de tout le système des Nations Unies, le cas échéant, pour soutenir les délibérations du Conseil de sécurité et les opérations de rétablissement de la paix, de maintien de la paix et de consolidation de la paix prescrites par le Conseil de sécurité (telles que ces opérations sont définies dans l'Agenda pour la paix du Secrétaire général).]

4. La Conférence mondiale recommande vivement que soit menée une action concertée en vue d'encourager et de faciliter la ratification des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et des protocoles s'y rapportant adoptés dans le cadre du système des Nations Unies, l'adhésion à ces instruments ou la succession en la matière, l'objectif étant qu'ils soient universellement reconnus. Le Secrétaire général, agissant en consultation avec les organes conventionnels, devrait envisager d'ouvrir un dialogue avec les Etats qui ne sont pas parties à ces instruments, afin de dégager les obstacles

qui se présentent et de chercher comment les surmonter. [L'an 2000 pourrait être fixé comme objectif pour atteindre cette universalité et une stratégie devrait être conçue en conséquence.]

[4 bis. La Conférence mondiale se déclare préoccupée par le fait que le grand nombre de réserves formulées à l'égard des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme risque d'affaiblir les normes reconnues en la matière. Les Etats parties sont instamment priés de réexaminer les réserves à ces instruments qu'ils ont formulées en vue de retirer celles qui peuvent être considérées comme incompatibles avec le droit international des traités. Le Secrétaire général est prié d'étudier les moyens qui permettraient de revoir, l'une après l'autre et pour chaque traité, les réserves émises à l'égard des principaux instruments relatifs aux droits de l'homme, afin de porter à l'attention des Etats celles qui peuvent être considérées comme contraires à l'objet et au but du traité en cause ou incompatibles de toute autre manière avec le droit conventionnel international.]

5. La Conférence mondiale, reconnaissant qu'il importe de maintenir la haute qualité des normes internationales en vigueur et de prévenir la prolifération des instruments relatifs aux droits de l'homme, rappelle les principes directeurs relatifs à l'élaboration de nouveaux instruments internationaux qui sont énoncés dans la résolution 41/120 de l'Assemblée générale et invite les organes des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme, lorsqu'ils envisagent d'élaborer de nouvelles normes internationales, à garder à l'esprit lesdits principes, à examiner, en consultation avec les organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme, s'il est nécessaire d'élaborer de nouvelles normes, et à demander au Secrétariat de procéder à une étude technique des nouveaux instruments proposés.

6. La Conférence mondiale prie instamment tous les organismes et toutes les institutions spécialisées des Nations Unies dont les activités touchent aux droits de l'homme de coopérer afin de rationaliser, de simplifier et d'évaluer leurs activités pour en éliminer les chevauchements.

[7. La Conférence mondiale recommande d'affecter, lorsque cela est nécessaire, aux bureaux régionaux et éventuellement à d'autres bureaux de l'Organisation des Nations Unies des spécialistes des droits de l'homme principalement chargés de diffuser l'information et de fournir une formation et d'autres types d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, en coopération avec les organisations régionales.] Il faudrait organiser des programmes de formation à l'intention des fonctionnaires internationaux devant s'occuper des droits de l'homme.

[8/9. La Conférence mondiale recommande que l'Assemblée générale entreprenne une évaluation du système des droits de l'homme des Nations Unies, y compris du Centre pour les droits de l'homme, afin de renforcer ses moyens d'action et ceux de la communauté internationale en vue de protéger, de promouvoir et de défendre les droits de l'homme, de permettre une réaction rapide et efficace aux problèmes qui se posent dans ce domaine, et d'éliminer les obstacles au plein respect des droits de l'homme.]

Ressources

La Conférence mondiale, inquiète de la disproportion croissante entre les tâches à accomplir [au titre du programme relatif aux droits de l'homme]

[au Centre pour les droits de l'homme] et les ressources humaines, financières et autres qui sont dégagées pour exécuter ces tâches, demande au Secrétaire général et à l'Assemblée générale d'accroître substantiellement les ressources qui sont affectées à ce programme dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation.

La Conférence mondiale demande au Secrétaire général et à l'Assemblée générale d'assurer au Centre pour les droits de l'homme des ressources humaines, financières et autres qui lui soient suffisantes pour exécuter dûment, efficacement et rapidement les activités qui sont actuellement les siennes en ce qui concerne les procédures de mise en oeuvre, [l'élaboration de normes,] la recherche, les services consultatifs et l'information ainsi que toutes les activités nouvelles qui pourraient être recommandées par la Conférence mondiale.

La Conférence mondiale, notant la nécessité de faire en sorte que des ressources humaines et financières soient disponibles pour mener les activités en matière de droits de l'homme dont l'exécution est demandée par des organismes intergouvernementaux, engage instamment le Secrétaire général, conformément à l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, et les Etats Membres à adopter une démarche cohérente au sein des grandes commissions de l'Assemblée générale, en particulier les Troisième et Cinquième Commissions, afin d'assurer au Secrétariat des ressources qui soient à la mesure des mandats plus étendus qui lui sont donnés. La Conférence invite le Secrétaire général à étudier la nécessité ou l'utilité d'ajuster les procédures prévues dans le cycle du budget-programme, afin d'assurer la réalisation effective et en temps voulu des activités relatives aux droits de l'homme dont l'exécution est demandée par les Etats Membres.

Dans le cadre du budget ordinaire global de l'ONU, un montant accru devrait être mis directement à la disposition du Centre pour les droits de l'homme afin de couvrir ses coûts de fonctionnement et ceux des autres organes des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme. Ce budget plus important devrait servir à renforcer les moyens de financement volontaire des activités de coopération technique du Centre; la Conférence devrait lancer un appel pour que des contributions généreuses soient apportées aux fonds d'affectation spéciale existants.

Centre pour les droits de l'homme

[La Conférence mondiale souligne qu'il importe de renforcer le Centre pour les droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies en lui allouant les ressources nécessaires pour lui permettre de fournir aux Etats qui en font la demande, en temps voulu et avec efficacité, une large gamme de services consultatifs et de programmes d'assistance technique pour la promotion des droits de l'homme, ainsi que de financer adéquatement les autres activités autorisées par les organes compétents dans le domaine des droits de l'homme.]

[Le Centre pour les droits de l'homme devrait jouer un rôle important dans la coordination des activités du système concernant les droits de l'homme. C'est en étant à même de coopérer pleinement avec les autres organes

de l'ONU que le Centre s'acquittera le mieux de sa fonction d'animateur. Il doit pouvoir participer, selon que de besoin, aux opérations de maintien de la paix et aux missions de surveillance. Il devrait également pouvoir fournir une assistance pour l'organisation d'élections, à la demande des Etats. Le rôle de coordination du Centre pour les droits de l'homme suppose aussi un renforcement du bureau du Centre à New York.]

[Le Centre pour les droits de l'homme veillerait à ce que des moyens suffisants soient mis à la disposition du système des rapporteurs, experts et groupes de travail par thème et par pays ainsi qu'à celle des organes conventionnels. La Commission des droits de l'homme devrait étudier à titre prioritaire la question de la suite donnée à leurs recommandations. Si la convocation de sessions d'urgence de la Commission des droits de l'homme constitue un progrès, il n'en faut pas moins examiner des moyens plus efficaces de réagir aux violations graves des droits de l'homme. On pourrait, par exemple, trouver le moyen de porter à l'attention du Secrétaire général de l'ONU les violations massives des droits de l'homme en vue de soumettre des cas concrets au Conseil de sécurité, auquel seraient également présentées des recommandations d'action. L'action recommandée pourrait être engagée soit à l'initiative du Directeur du Centre, soit à la demande de la Commission des droits de l'homme, de rapporteurs spéciaux, d'experts, de groupes de travail et d'organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme. Il serait important à ce sujet de veiller à ce que tout fonctionnaire de l'ONU ayant une responsabilité globale en matière de droits de l'homme ait un grade plus élevé, une autorité personnelle accrue et un accès plus large à l'information.]

De l'avis de la Conférence mondiale, il faudrait prendre des mesures positives pour que le Centre pour les droits de l'homme puisse aussi jouer un rôle plus important dans la promotion des droits de l'homme. Ce rôle pourrait se concrétiser par un renforcement du programme de services consultatifs [, axé uniquement sur les mesures de nature à entraîner une évolution réelle dans la situation des droits de l'homme dans des pays précis]. A cette fin, il faudrait augmenter dans des proportions notables les fonds de contributions volontaires actuels et en coordonner plus étroitement la gestion. [Toutes les contributions aux fonds de contributions volontaires devraient être considérées comme faisant partie de l'aide publique au développement.] Nous nous félicitons de la création des conseils d'administration chargés de superviser les activités financées à l'aide de contributions volontaires. Toutes les activités devraient être exécutées dans le respect de règles de gestion des projets rigoureuses et transparentes, et il faudrait évaluer régulièrement les programmes et les projets.

[Afin de coordonner les activités et d'éviter les doubles emplois le Centre pour les droits de l'homme devrait prendre avec le PNUD ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies des arrangements précis concernant l'organisation des travaux compte tenu des avantages comparatifs des différentes entités.]

[Secrétaire général adjoint/Haut Commissaire pour les droits de l'homme]

[La Conférence mondiale engage la communauté internationale à créer un poste de haut commissaire pour les droits de l'homme, dont le titulaire serait notamment chargé de coordonner et de faciliter les activités relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme au sein de l'ONU et des institutions spécialisées, et approuve la désignation du Centre pour les droits de l'homme comme centre de liaison et de coordination à cette fin.]

[Le Haut Commissaire pour les droits de l'homme aurait les fonctions suivantes :

- s'occuper des questions de droits de l'homme dans le domaine du maintien de la paix, du rétablissement de la paix et de l'assistance humanitaire;
- coordonner tous les programmes des droits de l'homme des Nations Unies, et encourager et faciliter la coordination, la coopération et l'échange d'informations entre tous les organes des Nations Unies - PNUD, UNICEF, OMS, OIT et autres et toutes les organisations humanitaires;
- attirer l'attention du Conseil de sécurité sur les graves violations des droits de l'homme constituant une menace pour la paix et la sécurité internationales;
- désigner de sa propre autorité des envoyés spéciaux pour des missions d'établissement des faits et prendre d'autres initiatives en faveur des droits de l'homme.

Le Haut Commissaire devrait exercer une autorité générale sur tous les services des droits de l'homme des Nations Unies, y compris le Centre pour les droits de l'homme, le Centre contre l'apartheid, la Division des droits des Palestiniens, le Groupe de l'assistance électorale et autres services du même ordre. Tous ces services seraient regroupés à Genève. Le Haut Commissaire serait désigné par le Secrétaire général pour une durée déterminée.]

[Le poste de directeur du Centre pour les droits de l'homme devrait devenir un poste de secrétaire général adjoint aux droits de l'homme/haut commissaire pour les droits de l'homme. La Conférence devrait inviter le Secrétaire général et les organes compétents de l'ONU à examiner la question.]

[La Conférence mondiale sur les droits de l'homme recommande à l'Assemblée générale d'étudier la possibilité de créer un poste permanent de Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme.]

[Le poste de Haut Commissaire pour les droits de l'homme/Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme qui pourrait être créé ne remplacerait en aucune façon les mécanismes existants.]

[10. La Conférence mondiale reconnaît le rôle positif que jouent les organisations non gouvernementales à tous les niveaux au sein du système des Nations Unies et recommande au comité du Conseil économique et social chargé des organisations non gouvernementales de tenir compte de la nécessité d'élargir l'accès de ces organisations aux instances des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme et d'améliorer les modalités de leur participation aux travaux de ces instances quand il examinera les nouvelles demandes de statut consultatif présentées par les organisations non gouvernementales qui ont été autorisées à participer à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et aux réunions s'y rapportant.]

[La Conférence mondiale reconnaît l'importance, pour la promotion des droits de l'homme, de la coopération et du dialogue entre gouvernements et organisations non gouvernementales sur la base de valeurs partagées et dans le respect et la compréhension mutuels, et elle encourage les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social à contribuer positivement à ce processus, conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil.]

[10 bis. La Conférence mondiale recommande que soit étudiée la possibilité de proclamer une décennie des Nations Unies pour les droits de l'homme.]]

II. Egalité, dignité et tolérance

A. Racisme, discrimination raciale, xénophobie et autres formes d'intolérance [et de terrorisme]

1. La Conférence mondiale considère que l'élimination du racisme et de la discrimination raciale, en particulier sous une forme institutionnalisée comme l'apartheid, ou résultant de doctrines fondées sur la supériorité raciale ou sur l'exclusion ainsi que d'autres formes et manifestations contemporaines de racisme constitue un objectif primordial de la communauté internationale et d'un programme mondial de promotion des droits de l'homme. Les organes et les organismes des Nations Unies devraient redoubler d'efforts pour mettre en oeuvre le programme d'action lié à la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et pour remplir par la suite d'autres mandats ayant le même objet. La Conférence mondiale engage vivement la communauté internationale à contribuer généreusement au Fonds d'affectation spéciale pour le programme relatif à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

2. La Conférence mondiale demande instamment à tous les gouvernements d'agir sans attendre et d'élaborer des politiques vigoureuses pour prévenir et combattre toutes les formes et manifestations de racisme, de xénophobie et d'intolérance, en adoptant, si nécessaire, une législation appropriée prévoyant des mesures pénales et en créant des institutions nationales pour lutter contre ces phénomènes.

3. La Conférence mondiale se félicite de la décision de la Commission des droits de l'homme de nommer un rapporteur spécial qui sera chargé d'étudier les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie et les manifestations d'intolérance connexes. Elle invite également tous les Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale à envisager de faire la déclaration prévue à l'article 14 de ladite Convention.

4. ["La Conférence mondiale demande instamment à tous les gouvernements de prendre toutes les mesures appropriées [conformément à leurs systèmes juridiques respectifs et] en application de leurs obligations internationales pour déjouer l'intolérance fondée sur la religion ou la croyance, en reconnaissant que tout individu a le droit à la liberté de pensée, de conscience, d'expression et de religion. La Conférence invite également tous les Etats à mettre en pratique les dispositions de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction".]

5. La Conférence mondiale demande instamment à la communauté internationale de prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer rapidement et à jamais le problème du terrorisme qui tend, sous toutes ses formes et manifestations [qu'il y a lieu de distinguer de la lutte légitime des peuples assujettis à des régimes coloniaux et racistes ou sous occupation étrangère] à détruire les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la démocratie; et d'établir une coopération efficace, par l'intermédiaire des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies notamment. [La Conférence mondiale note que les actes et activités terroristes sont distincts de la lutte légitime des peuples assujettis à la domination coloniale ou à des régimes racistes ou sous occupation étrangère.]

B. Personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques

1. La Conférence mondiale demande instamment à la Commission des droits de l'homme d'examiner les moyens de promouvoir effectivement les droits des personnes appartenant à des minorités qui sont énoncés dans la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, adoptée par l'Organisation des Nations Unies, [afin de mettre au point des méthodes objectives et impartiales destinées à faciliter le dialogue, à renforcer la confiance [et à régler pacifiquement les différends en vue de prévenir les conflits].]

2. La Conférence mondiale demande instamment aux Etats et à la communauté internationale de promouvoir et de protéger les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques conformément à la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, adoptée par l'Organisation des Nations Unies.

[Les mesures à prendre devraient consister notamment à faciliter la pleine participation de ces personnes à tous les aspects de la vie politique, économique, sociale, religieuse et culturelle de la société et au progrès et au développement économiques de leur pays, [y compris en contribuant éventuellement à l'établissement des rapports que doivent présenter les Etats en vertu des obligations conventionnelles en vigueur] [et en leur donnant la possibilité de présenter leurs vues devant les organismes compétents - nationaux, régionaux et internationaux - du domaine des droits de l'homme].]

3. [La Conférence mondiale encourage le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à employer ses bons offices, en étroite collaboration avec les Etats concernés et après avoir recueilli leur assentiment, en vue d'identifier les causes profondes des problèmes relatifs aux droits de l'homme, [des tensions ethniques], [des différends ou conflits impliquant des minorités, en vue d'aider à la recherche d'une solution pacifique].]

4. La Conférence mondiale considère que l'éducation, la formation et l'information du public dans le domaine des droits de l'homme sont essentielles à la promotion et à l'établissement de relations stables et harmonieuses entre les communautés et à l'instauration de la compréhension mutuelle, de la tolérance et de la paix [et elle invite instamment les Etats et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à établir et à maintenir des programmes spécifiques] dans ces domaines.

B bis. Peuples autochtones

2. La Conférence mondiale appelle le Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à achever lors de sa onzième session la rédaction d'une déclaration sur les droits des peuples autochtones.

La Conférence mondiale recommande que la Commission des droits de l'homme envisage le renouvellement et la mise à jour du mandat du Groupe de travail sur les populations autochtones, une fois achevée la rédaction d'une déclaration sur les peuples autochtones.

La Conférence mondiale recommande aussi que les services consultatifs et les programmes d'assistance technique du système des Nations Unies accueillent positivement les demandes formulées par les Etats en vue d'une assistance qui présenterait un avantage direct pour les peuples autochtones. La Conférence mondiale recommande en outre que des ressources humaines et financières suffisantes soient mises à la disposition du Centre pour les droits de l'homme dans le cadre général du renforcement des activités du Centre qu'envisage le présent document.

La Conférence mondiale demande instamment aux Etats d'assurer la participation pleine et libre des peuples autochtones à la vie de la société sous tous ses aspects, en particulier s'agissant des questions qui les concernent particulièrement.

- Notes : 1. La totalité de ce point devrait constituer un nouveau point, à insérer entre les points B et C, et qui s'intitulerait "Peuples autochtones".
2. Supprimer la mention des "peuples autochtones" dans les autres paragraphes de la section B.

C. Egalité de condition et droits fondamentaux de la femme

1. La Conférence mondiale demande instamment que les femmes jouissent pleinement et dans des conditions d'égalité de tous leurs droits fondamentaux, et que cela soit une priorité pour les gouvernements et pour l'Organisation des Nations Unies. La Conférence mondiale souligne aussi l'importance de l'intégration et de la pleine participation des femmes au processus de développement en tant qu'agents et bénéficiaires et rappelle les objectifs d'action globale en faveur des femmes, pour un développement durable et équitable qui ont été fixés dans la Déclaration de Rio (chapitre 24 d'Action 21).

2. Les principales activités du système des Nations Unies devraient contenir une composante sur l'égalité de condition et les droits fondamentaux de la femme. L'ensemble des organes et mécanismes [compétents] de l'Organisation des Nations Unies devrait examiner régulièrement et systématiquement les questions s'y rapportant. En particulier, des mesures devraient être prises pour accroître la coopération et encourager l'intégration des objectifs et des buts de la Commission de la condition de la femme, de la Commission des droits de l'homme, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, de l'UNIFEM, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des autres organismes des Nations Unies. Dans ce contexte, la coopération et la coordination devraient être renforcées entre le Centre pour les droits de l'homme et la Division de la promotion de la femme.

3. La Conférence mondiale souligne, en particulier, à quel point il est important d'oeuvrer à l'élimination de la violence contre les femmes dans la vie publique et privée, à l'élimination de toutes les formes de harcèlement sexuel, ainsi que d'exploitation et de traite des femmes, à l'élimination des préjugés à leur encontre dans l'administration de la justice, à l'élimination des contradictions qui peuvent exister entre les droits des femmes et les effets nuisibles de certaines pratiques traditionnelles ou coutumières et l'extrémisme religieux. La Conférence mondiale appelle l'Assemblée générale à adopter le projet de déclaration sur la violence contre les femmes et invite instamment les Etats à lutter contre la violence dont les femmes sont victimes conformément aux dispositions de ce texte. Les violations des droits fondamentaux des femmes dans les situations de conflit armé sont des violations des principes fondamentaux des droits de l'homme reconnus sur le plan international et du droit humanitaire international. Les violations actuelles de cette nature, y compris et en particulier le meurtre, le viol systématique, l'esclavage sexuel et la grossesse forcée exigent des mesures particulièrement efficaces.

4. La Conférence mondiale demande instamment qu'il soit mis fin à toutes les formes de discrimination, tant occulte que flagrante à l'encontre des femmes. L'Organisation des Nations Unies devrait encourager la ratification par tous les Etats de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes d'ici à l'an 2000. Il faudrait favoriser la recherche de moyens permettant de remédier au nombre particulièrement élevé de réserves formulées à l'égard de la Convention. Entre autres, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes devrait poursuivre l'examen des réserves visant la Convention. Les Etats sont invités instamment à retirer les réserves qui vont à l'encontre de l'objet et du but de la Convention ou qui, de toute autre façon, sont incompatibles avec le droit conventionnel international.

5. Les organes de surveillance de l'application des traités devraient diffuser l'information nécessaire afin de permettre aux femmes de tirer plus efficacement parti des procédures de mise en oeuvre existantes dans l'action qu'elles engagent pour obtenir la jouissance de leurs droits sur un pied d'égalité et une protection contre la discrimination. De nouvelles procédures devraient aussi être adoptées pour que l'engagement d'assurer l'égalité et les droits fondamentaux des femmes soit mieux suivi d'effets. [La Commission des droits de l'homme,] la Commission de la condition de la femme et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes devraient étudier sans tarder la possibilité d'introduction du droit de présenter des plaintes en élaborant un protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La Conférence mondiale se félicite de la décision de la Commission des droits de l'homme d'envisager à sa cinquantième session, la nomination d'un rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes.

6. La Conférence mondiale reconnaît qu'il est important que les femmes jouissent tout au long de leur vie du niveau de santé physique et mentale le meilleur possible. Ayant à l'esprit la Conférence mondiale sur les femmes, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que la Proclamation de Téhéran de 1968, la Conférence mondiale réaffirme, en se fondant sur le principe de l'égalité de l'homme et de la femme, le droit de la femme à des soins de santé accessibles et suffisants et à l'éventail le plus large possible de services de planification familiale, ainsi qu'à l'égalité d'accès à l'éducation à tous les niveaux.

7. Les organes de surveillance devraient consacrer une partie de leurs travaux et de leurs conclusions à la condition et aux droits fondamentaux de la femme, en s'aidant de données spécifiques par sexe. Les Etats devraient être encouragés à fournir des informations sur la situation des femmes, de jure et de facto, dans leurs rapports à ces organes. La Conférence mondiale note avec satisfaction que la Commission des droits de l'homme a adopté à sa quarante-neuvième session une résolution par laquelle elle déclarait que les rapporteurs et les groupes de travail qui oeuvraient dans le domaine des droits de l'homme devraient être encouragés à faire de même (résolution 1993/46). La Division de la promotion de la femme [, en coopération avec d'autres organes des Nations Unies, tout spécialement le]

[Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme,] devrait prendre également des mesures pour veiller à ce que les organes de l'ONU actifs dans le domaine des droits de l'homme s'intéressent systématiquement aux violations des droits fondamentaux des femmes, y compris aux violences dont ces dernières sont victimes en raison de leur sexe. Il faudrait encourager la formation des fonctionnaires de l'ONU chargés du secteur des droits de l'homme et des secours humanitaires pour leur permettre de reconnaître les violations des droits dont les femmes, en particulier, sont victimes, d'y remédier et de s'acquitter de leur tâche sans parti pris d'ordre sexuel.

8. La Conférence mondiale invite instamment les gouvernements et les organisations régionales et internationales à faciliter l'accès des femmes aux postes de responsabilité et à leur assurer une plus grande participation au processus de prise des décisions. Elle encourage le Secrétariat de l'ONU à adopter de nouvelles mesures pour nommer et promouvoir des fonctionnaires de sexe féminin, conformément à la Charte des Nations Unies, et invite les autres organes principaux et subsidiaires des Nations Unies à garantir la participation des femmes dans des conditions d'égalité.

9. La Conférence mondiale se félicite qu'une conférence mondiale sur les femmes se tienne à Beijing en 1995 et demande instamment que les droits fondamentaux des femmes y occupent une place importante dans les délibérations, conformément aux thèmes prioritaires de la Conférence qui sont l'égalité, le développement et la paix.

D. Droits de l'enfant

1. La Conférence mondiale réaffirme le principe de l'action prioritaire en faveur des enfants et, à cet égard, souligne l'importance des efforts déployés à l'échelle nationale et internationale, en particulier par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), pour promouvoir le respect des droits des enfants à la survie, à la protection, au développement et à la participation.

2. Des mesures devraient être prises pour que la Convention relative aux droits de l'enfant soit ratifiée par tous les pays avant 1995 et que la Déclaration et le Plan d'action du Sommet mondial soient universellement signés et effectivement mis en oeuvre. La Conférence mondiale prie instamment les Etats de retirer les réserves qu'ils ont formulées en ratifiant la Convention relative aux droits de l'enfant et qui seraient contraires aux buts et objectifs de la Convention ou non conformes au droit international des traités.

3. La Conférence mondiale demande instamment à tous les pays de prendre, dans toute la mesure de leurs moyens et à l'aide de la coopération internationale, des dispositions pour atteindre les objectifs du Plan d'action publié à l'issue du Sommet mondial. La Conférence prie les Etats d'intégrer la Convention relative aux droits de l'enfant dans leurs plans nationaux d'action. Un rang de priorité particulier devrait être accordé, par le biais de ces plans nationaux d'action et grâce à des efforts internationaux, à la réduction des taux de mortalité infantile et maternelle, à la lutte contre

la malnutrition et l'analphabétisme, à l'approvisionnement en eau potable salubre et à l'éducation de base. Chaque fois que cela s'impose, les plans nationaux d'action devraient être conçus pour lutter contre les effets dévastateurs des situations d'urgence résultant de catastrophes naturelles et de conflits armés ainsi que contre le problème également grave de l'extrême pauvreté dans laquelle des enfants sont plongés.

4. La Conférence mondiale demande instamment à tous les Etats, en faisant appel à la coopération internationale, de venir en aide aux enfants qui se trouvent dans des situations particulièrement difficiles. Il faut lutter activement contre l'exploitation des enfants et contre les mauvais traitements qui leur sont infligés, et notamment s'attaquer aux racines du mal. Des mesures concrètes doivent être prises pour lutter contre l'infanticide dans le cas des petites filles, le travail nocif pour les enfants, la vente d'enfants [et d'organes d'enfants], la prostitution infantine, la pornographie impliquant des enfants et d'autres formes de sévices sexuels.

5. La Conférence mondiale appuie toutes les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées en vue d'assurer une protection et une promotion efficaces des droits des enfants de sexe féminin. La Conférence mondiale prie instamment les Etats d'abroger les lois et règlements existants et de mettre fin aux coutumes et pratiques discriminatoires et néfastes pour les enfants de sexe féminin.

6. La Conférence mondiale soutient sans réserve la proposition visant à ce que le Secrétaire général étudie les moyens d'améliorer la protection des enfants en cas de conflit armé. Les normes humanitaires doivent être appliquées et des mesures doivent être prises pour protéger les enfants vivant dans des zones de guerre et pour leur venir plus facilement en aide. [Des mesures devraient être notamment prises pour les protéger contre les effets aveugles des mines antipersonnel.] Il convient de répondre d'urgence aux besoins de soins et de rééducation des enfants victimes de la guerre. [La Conférence prie la Commission des droits de l'homme de commencer à élaborer un protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, en vertu duquel l'âge minimum de l'enrôlement dans les forces armées serait porté à 18 ans.]

7. La Conférence mondiale recommande que les questions relatives aux droits de l'homme et à la situation des enfants soient régulièrement examinées et suivies par tous les organes et mécanismes compétents du système des Nations Unies et par les organes de surveillance des institutions spécialisées, conformément à leur mandat.

8. La Conférence mondiale reconnaît l'importance du rôle joué par les organisations non gouvernementales dans la mise en oeuvre effective de tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et, en particulier, de la Convention relative aux droits de l'enfant.

9. La Conférence mondiale recommande que le Comité des droits de l'enfant puisse, avec le concours du Centre pour les droits de l'homme, s'acquitter de son mandat sans retard et efficacement, compte tenu en particulier, du fait qu'un nombre sans précédent d'Etats ont ratifié la Convention et présenté des rapports.

D. Droit de ne pas être torturé

[La Conférence mondiale se félicite de la ratification, par de nombreux Etats Membres, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et demande instamment à tous les autres Etats Membres de ratifier rapidement cet instrument.

La Conférence mondiale souligne que l'une des violations les plus atroces de la dignité humaine est l'acte de torture, qui a pour conséquence de détruire la dignité de la victime et de porter atteinte à sa capacité de vivre normalement et de poursuivre ses activités.

La Conférence mondiale réaffirme que, conformément au droit relatif aux droits de l'homme et au droit humanitaire, le droit de ne pas être soumis à la torture est un droit qui doit être protégé en toutes circonstances, notamment en temps de troubles internes ou internationaux ou de conflits armés.

La Conférence mondiale demande donc instamment à tous les Etats de mettre immédiatement fin à la pratique de la torture et d'éliminer à jamais ce fléau en donnant pleinement effet à la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'aux conventions pertinentes, et en renforçant si nécessaire les mécanismes existants. La Conférence mondiale appelle tous les Etats à coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial dans l'accomplissement de son mandat.

Il faudrait veiller tout spécialement à assurer le respect universel et l'application effective des "Principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et des détenus contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants", adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies.

La Conférence mondiale souligne qu'il importe de prendre des mesures concrètes supplémentaires, dans le cadre des Nations Unies, en vue de fournir une assistance aux victimes de la torture et de leur assurer des moyens plus efficaces de réhabilitation physique, psychologique et sociale. Fournir les ressources nécessaires à cet effet devrait devenir une tâche hautement prioritaire.

Les gouvernements devraient abroger les lois qui reviennent à assurer l'impunité aux personnes responsables de violations graves des droits de l'homme telles que les actes de torture, et ils devraient poursuivre les auteurs de ces violations, asseyant ainsi la légalité sur des bases solides.

La Conférence mondiale réaffirme que les efforts tendant à éliminer la torture devraient, avant tout, être centrés sur la prévention et, en conséquence, elle demande que soit rapidement adopté le Protocole facultatif se rapportant à la Convention, protocole qui vise à mettre en place un système préventif de visites régulières sur les lieux de détention.]

E. Droits des personnes handicapées / Rev.1

1. La Conférence mondiale réaffirme que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont tous universels et, de ce fait, s'appliquent sans réserve aucune aux personnes souffrant d'incapacités. Tous les êtres humains naissent égaux et ont les mêmes droits à la vie et au bien-être, à l'éducation et au travail, à une vie indépendante et à une participation active à tous les aspects de la vie en société. Toute forme de discrimination directe, tout traitement discriminatoire infligé à une personne handicapée, constitue donc une violation des droits de celle-ci. La Conférence mondiale appelle les gouvernements, le cas échéant, à adopter une législation tendant à assurer aux personnes handicapées la jouissance de ces droits et des autres droits, ou à adapter leur législation à cet effet.

2. Les personnes handicapées doivent trouver place partout. Il convient de garantir les mêmes chances aux personnes handicapées en éliminant tous les obstacles dressés par la société, qu'ils soient physiques, financiers, sociaux ou psychologiques, et de nature à les empêcher, en tout ou en partie, de participer pleinement à la vie de la société.

3. Se référant au Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées, adopté par l'Assemblée générale à sa trente-septième session, la Conférence mondiale invite l'Assemblée générale et le Conseil économique et social à adopter, à leurs sessions de 1993, le Projet de règles pour l'égalisation des chances des personnes handicapées.

III. Coopération, développement et renforcement des droits de l'homme

1. La Conférence mondiale souligne la nécessité de mettre en oeuvre un programme renforcé de services consultatifs et d'assistance technique. Ce programme devrait permettre de fournir aux Etats qui le demandent une assistance portant sur des questions précises en matière de droits de l'homme, notamment pour l'établissement des rapports qu'ils sont tenus de présenter en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme et pour l'application de plans d'action cohérents et complets visant à promouvoir et protéger ces droits. Ces programmes devraient comporter les composantes suivantes : renforcement des institutions dans le sens du respect des droits de l'homme et de la démocratie, protection juridique des droits de l'homme, formation de personnels divers, notamment de fonctionnaires, éducation et information généralisées visant à promouvoir le respect des droits de l'homme.

2. [La Conférence mondiale recommande de donner la priorité à une action nationale et internationale visant à promouvoir la démocratisation et les droits de l'homme. L'accent devrait être mis tout spécialement sur des mesures positives propres à aider à la création d'institutions dans le secteur public,

le renforcement d'une société civile pluraliste et la protection des groupes vulnérables. Dans ce contexte, l'assistance apportée à la tenue d'élections libres et régulières, qui se déroulent dans le respect des droits de l'homme, le public étant informé du processus électoral, à la promotion de la liberté d'expression et au renforcement de la primauté du droit et de l'administration de la justice, revêt une importance particulière.]

3. Pour atteindre ces objectifs conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, la Conférence mondiale recommande instamment que l'ONU affecte une part sensiblement accrue de son budget, de ses moyens et de ses ressources en personnel aux programmes des Nations Unies pour les droits de l'homme ainsi qu'au Centre pour les droits de l'homme. Elle souligne la nécessité d'un renforcement substantiel de la capacité administrative [et opérationnelle] du Fonds de contributions volontaires pour les services consultatifs et l'assistance technique et demande instamment que soient considérablement augmentées les contributions à ce Fonds.

4. La Conférence mondiale recommande vivement la mise en oeuvre, dans le cadre du système des Nations Unies, d'un programme complet visant à aider les Etats à établir des structures nationales et à renforcer les structures existantes ayant des incidences directes sur le respect général des droits de l'homme et le maintien de la légalité. Ce programme, [placé sous la responsabilité du Centre pour les droits de l'homme ou en coopération avec lui,] devrait permettre de fournir, à la demande des gouvernements intéressés, un appui technique [et financier] en vue de la réalisation de projets nationaux de [construction ou de] réforme des établissements pénitentiaires et correctionnels, l'instruction et la formation des avocats, des juges et des agents des forces de sécurité dans le domaine des droits de l'homme et dans tout autre domaine touchant au bon fonctionnement d'une société de droit. Au titre de ce programme, les Etats devraient pouvoir bénéficier d'une assistance dans l'application de plans d'action visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme.

5. La Conférence mondiale prie le Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale des Nations Unies des propositions offrant diverses options touchant la création, la structure, le mode de fonctionnement et le financement du programme proposé.

6. [La Conférence mondiale recommande que l'assistance, la fourniture de services d'experts et la mise en place d'infrastructures juridiques en faveur des droits de l'homme soient [les éléments essentiels des activités le cas échéant] / [prévues si nécessaire] dans les activités visant à prévenir les conflits, [édifier la paix,] assurer le maintien de la paix et la restaurer après les conflits.]

7. [La Conférence mondiale recommande de donner la priorité à une action nationale [et internationale] visant à encourager la démocratisation et la tenue d'élections libres et justes en octroyant notamment une assistance portant sur les aspects des élections qui concernent les droits de l'homme et en veillant à ce que le public soit informé du processus électoral, ainsi qu'à renforcer la primauté du droit et l'administration de la justice, à la demande

des gouvernements, [considérant que le progrès économique et social facilite la démocratisation ainsi que la promotion et la protection des droits de l'homme.]

8. La Conférence mondiale recommande que chaque Etat examine s'il est souhaitable d'élaborer un plan d'action national prévoyant des mesures par lesquelles il améliorerait la promotion et la protection des droits de l'homme.

9. [La Conférence mondiale sur les droits de l'homme réaffirme le droit au développement, tel qu'il est énoncé dans la Déclaration sur le droit au développement, en tant que droit universel et inaliénable faisant partie intégrante des droits fondamentaux de l'homme, qui doit être réalisé grâce à la coopération internationale, et recommande à l'Assemblée générale et aux autres organes et institutions intéressés d'adopter une stratégie mondiale pour la mise en oeuvre du droit au développement en tant que droit de l'homme. Cette stratégie devrait comporter la mise au point de critères d'évaluation des progrès réalisés, l'inventaire des obstacles internes et externes à la jouissance du droit au développement, en vue de les surmonter, en particulier la diffusion de connaissances plus étendues sur ce droit, la mise en place d'un mécanisme de surveillance et la création des conditions indispensables à la réalisation de ce droit.]

10. [La Conférence mondiale recommande que les organisations non gouvernementales et autres organisations locales dont les droits de l'homme ou le développement sont le champ d'action jouent un rôle majeur aux échelons national et international dans le débat, les activités et les réalisations concernant le droit au développement et tous les aspects de la coopération en vue du développement.]

11. La Conférence mondiale demande instamment aux gouvernements, [aux institutions multilatérales de développement et de financement] d'accroître sensiblement les ressources consacrées à la mise en place de systèmes juridiques fonctionnels de protection des droits de l'homme et au renforcement des institutions nationales actives dans ce domaine. [Les organismes bilatéraux et multilatéraux de coopération pour le développement devraient faire en sorte que la réalisation des droits de l'homme fasse partie intégrante de leurs programmes. La coopération devrait être fondée sur le dialogue et la transparence et les institutions responsables devraient tenir pleinement compte des avantages comparés de l'assistance bilatérale et multilatérale.] La Conférence mondiale demande également l'adoption de programmes globaux, notamment la mise en place de banques de données sur les ressources et le personnel compétent, en vue du renforcement de la primauté du droit et des institutions démocratiques.

12. [La Conférence mondiale recommande que, d'ici l'an 2000 fixé comme objectif, [0,5 %] de toute l'aide publique au développement soit affecté à des activités intéressant spécifiquement les droits de l'homme.]

13. [La Conférence mondiale demande à la Commission des droits de l'homme de commencer, en coopération avec le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, à élaborer des protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, renforçant un certain nombre de dispositions de fond [et prévoyant le droit de présenter des plaintes]. Le Comité devrait également être encouragé à poursuivre, en partant des connaissances acquises par d'autres organes et institutions du système des Nations Unies, l'élaboration d'un système d'indicateurs permettant de mesurer les progrès réalisés dans la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.]

14. [Dans son document final, la Conférence mondiale devrait faire référence, notamment, aux éléments exposés ci-après concernant les droits de l'homme, la démocratie et le développement et, à cette fin :

- Rappeler de façon générale l'interdépendance entre les droits de l'homme, la démocratie et le développement, en soulignant que la réalisation des droits de l'homme et le respect de la démocratie constituent un ensemble global de conditions requises pour assurer un développement équilibré et soutenu;
- Souligner l'importance du rôle de l'aide au développement dans la promotion, parallèlement aux droits économiques et sociaux, des libertés civiles et politiques dans le cadre d'un régime démocratique représentatif fondé sur le respect des droits de l'homme;
- Appuyer les processus de démocratisation engagés dans un grand nombre de pays et inciter la communauté internationale à appuyer les mouvements en faveur de la démocratie et du plein respect des droits de l'homme, notamment en leur fournissant une assistance technique accrue à cette fin;
- Réaffirmer qu'un rang élevé de priorité doit être accordé, dans le cadre de la coopération pour le développement, aux actions positives qui stimulent le respect des droits de l'homme et encouragent la démocratie;
- Indiquer que des ressources financières et techniques accrues devront être apportées pour contribuer à l'établissement d'institutions dans le secteur public, au renforcement de la société civile et à la protection des groupes vulnérables;
- Souligner le rôle crucial joué par les organisations non gouvernementales locales et régionales qui sont parmi les principaux avocats et défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie;
- Faire spécifiquement référence aux droits des femmes et aux efforts spéciaux nécessaires pour les protéger et les promouvoir;

- Appuyer et suivre les mesures et les activités entreprises dans le cadre de l'Année internationale des populations autochtones du monde, afin de poursuivre les travaux entrepris pour la défense des droits des peuples autochtones;
- Encourager le maintien d'un dialogue ouvert et constructif entre les pays, qui est un moyen de promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et le développement dans toutes les régions du monde.]

15. La Conférence mondiale recommande d'accroître les ressources consacrées au renforcement des arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme ou à l'établissement de nouveaux arrangements, dans le cadre du programme d'assistance technique et de services consultatifs du Centre pour les droits de l'homme. Les Etats sont encouragés à demander, à cette fin, une assistance sous forme d'ateliers et de séminaires sous-régionaux ainsi que d'échanges d'information destinés à renforcer les arrangements régionaux [conformément aux normes universelles en matière de droits de l'homme].

IV. Education en matière de droits de l'homme

1. [Les Etats devraient s'efforcer d'éliminer l'analphabétisme et orienter l'éducation vers le plein épanouissement de la personne humaine et le renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 20 ci-dessus. La Conférence mondiale invite tous les Etats et institutions à inscrire les droits de l'homme, le droit humanitaire, la démocratie et la primauté du droit/, des questions connexes telles que le droit humanitaire, la démocratie et la primauté du droit] au programme de tous les établissements d'enseignement, de type classique et autre.]

2. L'éducation en matière de droits de l'homme devrait porter sur la paix, la démocratie, le développement et la justice sociale, comme prévu dans les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme, afin de susciter une compréhension et une prise de conscience qui renforcent l'engagement universel en faveur des droits de l'homme.

3. Tenant compte du Plan d'action mondial adopté en mars 1993 par le Congrès international sur l'éducation en matière de droits de l'homme et de démocratie ainsi que d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme, la Conférence mondiale recommande aux Etats d'élaborer des programmes et des stratégies spécifiques pour assurer le plus largement possible une éducation en matière de droits de l'homme et la diffusion de l'information auprès du public, compte tenu en particulier des besoins des femmes à cet égard.

4. Les gouvernements, avec le concours d'organisations intergouvernementales, d'institutions nationales et d'organisations non gouvernementales devraient promouvoir [une culture/prise de conscience] des droits de l'homme et de la tolérance mutuelle. La Conférence mondiale souligne combien il importe de renforcer la Campagne mondiale d'information menée par l'Organisation des Nations Unies. Les gouvernements devraient lancer et

soutenir l'éducation en matière de droits de l'homme et assurer la diffusion de l'information dans ce domaine. Les services consultatifs et les programmes d'assistance technique du système des Nations Unies devraient être en mesure de répondre immédiatement aux demandes d'activités des Etats touchant l'éducation et la formation dans le domaine considéré ainsi que l'enseignement spécial des normes énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et dans le droit humanitaire, avec leur application à des groupes spéciaux tels que les forces militaires, le personnel chargé de l'application des lois, la police et les professions médicales. Il faudrait envisager de proclamer une décennie des Nations Unies pour l'éducation en matière de droits de l'homme afin de promouvoir, d'encourager et de mettre en relief ce type d'activités.]

V. [Méthodes de mise en oeuvre et de surveillance]

1. La Conférence mondiale prie instamment les gouvernements d'incorporer les normes énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dans leur législation interne et de renforcer les structures et institutions nationales et les organes de la société qui jouent un rôle dans la promotion et la sauvegarde des droits de l'homme [et des principes d'éthique qui s'y rattachent].

2. La Conférence mondiale recommande le renforcement des activités et des programmes des Nations Unies destinés à répondre aux demandes d'assistance des Etats qui souhaitent créer ou renforcer leurs propres institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme [compte dûment tenu des Principes concernant le statut des institutions nationales].

La Conférence mondiale est aussi en faveur du renforcement de la coopération entre institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, en particulier par le biais d'échanges d'information et d'expérience, ainsi que de la coopération avec les organisations régionales et les Nations Unies.

La Conférence mondiale recommande vivement à cet égard que les représentants des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme convoquent des réunions périodiques sous les auspices du Centre pour les droits de l'homme afin d'examiner les moyens d'améliorer leurs mécanismes et de partager leurs expériences.

3. La Conférence mondiale recommande aux organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme, aux réunions des présidents de ces organes et aux réunions des Etats parties de continuer à prendre des mesures pour coordonner les multiples obligations en matière de rapports imposées aux Etats et harmoniser les directives pour l'établissement des rapports que les Etats doivent soumettre en vertu de chaque instrument relatif aux droits de l'homme, et d'étudier l'idée de présenter un rapport unique global sur le respect des obligations souscrites par chaque Etat, qui rendrait la procédure moins pesante et plus efficace et en accroîtrait l'utilité.

4. La Conférence mondiale recommande aux Etats parties aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social d'envisager d'étudier les organes conventionnels existants relatifs aux droits de l'homme et les différents mécanismes thématiques et procédures afin d'accroître, grâce à une meilleure coordination, l'efficacité et l'utilité des divers organes, mécanismes et procédures [, notamment en évitant les doubles emplois et les chevauchements de mandats et de tâches].

5. La Conférence mondiale recommande de poursuivre l'effort d'amélioration du fonctionnement, notamment des tâches de surveillance, des organes conventionnels, en tenant compte des multiples propositions avancées à ce sujet, et en particulier de celles des organes conventionnels eux-mêmes et des réunions des présidents de ces organes [et du rapport intérimaire sur l'application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports en vertu de ces instruments (A/CONF.157/PC/62/Add.11/Rev.1)]. Il faudrait encourager aussi l'approche nationale globale adoptée par le Comité des droits de l'enfant.

6. La Conférence mondiale recommande aux Etats parties aux instruments relatifs aux droits de l'homme d'envisager d'accepter toutes les procédures facultatives de communications, notamment le premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques [, la procédure prévue à l'article 22 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,] et la procédure visée à l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

7. [La Conférence mondiale recommande aussi à la Commission des droits de l'homme de commencer à envisager la possibilité de créer une cour internationale des droits de l'homme.]/[La Conférence mondiale recommande aussi à la Commission du droit international et à la Commission des droits de l'homme d'étudier la possibilité de mieux appliquer les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme existants, d'explorer la possibilité d'encourager la création de mécanismes juridiques régionaux de protection des droits de l'homme et d'étudier les avantages et les inconvénients d'une juridiction internationale des droits de l'homme.]/[La Conférence mondiale recommande aussi à la Commission des droits de l'homme d'étudier les moyens d'utiliser de manière efficace les mécanismes existants de surveillance afin de mieux appliquer les instruments existants relatifs aux droits de l'homme et d'explorer la possibilité d'encourager la création de systèmes régionaux de protection des droits de l'homme.]

VI. Suivi de la Conférence mondiale

1. [La Conférence mondiale recommande à l'Assemblée générale de convoquer en 1998 une réunion d'experts de haut niveau pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des principes énoncés dans le Document final ainsi que dans le Programme d'action pour les droits de l'homme. Les Etats, le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des autres organes et institutions du système des Nations Unies, ainsi que les institutions

régionales oeuvrant dans le domaine des droits de l'homme, sont priés de présenter à cette réunion des rapports détaillés sur les mesures prises et les résultats obtenus quant à l'application du présent Programme d'action.]

La Conférence mondiale recommande à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme, compte tenu de l'importance du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme comme symbole de la solidarité humaine à l'échelle mondiale, d'évaluer en 1998 [, en collaboration avec les organisations non gouvernementales participantes,] les progrès accomplis dans l'application des recommandations contenues dans le Document final.

Annexe III

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIES POUR LA QUATRIEME SESSION
DU COMITE PREPARATOIRE DE LA CONFERENCE MONDIALE
SUR LES DROITS DE L'HOMME

Documents publiés dans la série "Distribution générale"

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
A/CONF.157/PC/42/Add.1	6	Rapport du Secrétaire général : additif
A/CONF.157/PC/42/Add.2	6	Rapport du Secrétaire général : contribution du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
A/CONF.157/PC/42/Add.3	6	Rapport du Secrétaire général : contribution de International Women's Strategic Planning Meeting
A/CONF.157/PC/42/Add.4	6	Rapport du Secrétaire général : contribution de Women in Law and Development in Africa (WiLDAF)
A/CONF.157/PC/42/Add.5	6	Rapport du Secrétaire général : communication émanant de l'Organisation arabe des droits de l'homme
A/CONF.157/PC/42/Add.6	6	Rapport du Secrétaire général : contribution de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
A/CONF.157/PC/42/Add.7	6	Rapport du Secrétaire général : contribution de l'International Movement of Rights and Humanity
A/CONF.157/PC/42/Add.8	6	Note du secrétariat : contribution de l'Institut roumain pour les droits de l'homme
A/CONF.157/PC/42/Add.9	6	Note du secrétariat : contribution du Centre international de recherches et d'études sociologiques, pénales et pénitentiaires
A/CONF.157/PC/42/Add.10	6	Rapport du Secrétaire général : communication émanant de l'Assemblée des nations pionnières/National Indian Brotherhood

A/CONF.157/PC/42/Add.11	6	Contribution de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
A/CONF.157/PC/55		Ordre du jour provisoire
A/CONF.157/PC/55/Add.1		Annotations à l'ordre du jour provisoire établies par le Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/PC/56	8	Lettre datée du 14 octobre 1992, adressée au Secrétaire général de la Conférence mondiale par le Représentant permanent adjoint du Costa Rica auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/CONF.157/PC/56/Add.1	8	Note du Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/AFRM/14- A/CONF.157/PC/57	8 et 9	Rapport de la Réunion régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/LACRM/15- A/CONF.157/PC/58	8 et 9	Rapport de la Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/ASRM/8- A/CONF.157/PC/59	8 et 9	Rapport de la Réunion régionale pour l'Asie de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/PC/60	5	Rapport du Secrétaire général : études analytiques sur les six objectifs de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

- | | | |
|------------------------|---|--|
| A/CONF.157/PC/60/Add.1 | 5 | Progrès et obstacles dans la mise en oeuvre des droits de l'homme : Bilan de la période 1945-1992 et suggestions pour l'avenir, par M. Jean Mayer |
| A/CONF.157/PC/60/Add.2 | 5 | Sur les rapports entre le développement et l'exercice par chacun de tous ses droits de l'homme, étant donné qu'il est important de créer les conditions permettant à chacun de jouir de ces droits, par M. Hubert Wieland Conroy |
| A/CONF.157/PC/60/Add.3 | 5 | Pauvreté, marginalisation, violence et jouissance des droits de l'homme, par M. Paulo Sergio Pinheiro en collaboration avec Mme Malak El-Chichini et M. Tulio Kahn |
| A/CONF.157/PC/60/Add.4 | 5 | Comment favoriser l'application universelle des normes et instruments concernant les droits de l'homme, par M. Fausto Pocar |
| A/CONF.157/PC/60/Add.5 | 5 | L'efficacité des méthodes et mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme : Un aperçu critique, par M. Maxime Tardu |
| A/CONF.157/PC/60/Add.6 | 5 | Vers un système plus efficace et mieux intégré de protection des droits de l'homme par les organismes des Nations Unies, étude établie par M. Nigel Rodley |
| A/CONF.157/PC/60/Add.7 | 5 | Renforcement du programme des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme : une des priorités de l'Organisation, par Mme Maria Vassiliou |
| A/CONF.157/PC/61/Rev.1 | 5 | Rapport du Secrétaire général : contributions des institutions spécialisées et autres organes des Nations Unies |
| A/CONF.157/PC/61/Add.1 | | Document retiré de la distribution |
| A/CONF.157/PC/61/Add.2 | | Document retiré de la distribution |

A/CONF.157/PC/61/Add.3	5	Document établi par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
A/CONF.157/PC/61/Add.4		Document retiré de la distribution
A/CONF.157/PC/61/Add.5		Document rédigé par le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires
A/CONF.157/PC/61/Add.6	5	Documents établis par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
A/CONF.157/PC/61/Add.7	5	Document établi par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
A/CONF.157/PC/61/Add.8	5	Contribution de l'Organisation mondiale de la santé
A/CONF.157/PC/61/Add.9	5	Contribution du Fonds des Nations Unies pour la population
A/CONF.157/PC/61/Add.10	5	Contribution de l'Organisation internationale du Travail
A/CONF.157/PC/61/Add.11		Document retiré de la distribution
A/CONF.157/PC/61/Add.12		Document retiré de la distribution
A/CONF.157/PC/61/Add.13		Cote non utilisée
A/CONF.157/PC/61/Add.14	5	Contribution du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
A/CONF.157/PC/61/Add.15	5	Document établi par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance
A/CONF.157/PC/61/Add.16	5	Communication émanant du Fonds international de développement agricole
A/CONF.157/PC/61/Add.17	5	Contribution du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
A/CONF.157/PC/61/Add.18	5 et 9	Note du Secrétaire général sur une réunion avec les représentants d'organes et d'institutions spécialisées des Nations Unies intéressés
A/CONF.157/PC/62	5	Rapport du Secrétaire général : autres études
A/CONF.157/PC/62/Add.1	5	Contribution d'Amnesty International

A/CONF.157/PC/62/Add.2	5	Contribution relative à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples
A/CONF.157/PC/62/Add.3	5	Document établi par le Comité contre la torture
A/CONF.157/PC/62/Add.4	5	Contribution des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (quatrième réunion)
A/CONF.157/PC/62/Add.5	5	Contribution du Comité des droits économiques, sociaux et culturels
A/CONF.157/PC/62/Add.6	5	Contribution du Comité des droits de l'enfant
A/CONF.157/PC/62/Add.7	5	Contribution du Comité international de la Croix-Rouge
A/CONF.157/PC/62/Add.8	5	Document établi par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples
A/CONF.157/PC/62/Add.9	5	Contribution du Comité consultatif juridique afro-asiatique
A/CONF.157/PC/62/Add.10	5	Contribution de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
A/CONF.157/PC/62/Add.11/ Rev.1	5	Rapport intérimaire sur l'étude mise à jour de M. Philip Alston
A/CONF.157/PC/62/Add.12	5	Note du Secrétariat
A/CONF.157/PC/62/Add.13	5	Contribution du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
A/CONF.157/PC/62/Add.14	5 et 9	Propositions de modifications du document A/CONF.157/PC/82 formulées par les présidents des groupes de travail et les rapporteurs spéciaux, représentants et experts en ce qui concerne les procédures spéciales
A/CONF.157/PC/62/Add.15	5 et 9	Rapport de la réunion des présidents et représentants des organes de suivi des traités en matière des droits de l'homme
A/CONF.157/PC/62/Add.16	5	Note verbale datée du 28 avril 1993 de la Ligue des Etats arabes, adressée au Secrétaire général de la Conférence mondiale

A/CONF.157/PC/63	5	Note du Secrétariat : contributions d'autres organisations
A/CONF.157/PC/63/Add.1	5	Exposé écrit présenté par l'association Droit à l'ingérence humanitaire
A/CONF.157/PC/63/Add.2	5	Note verbale datée du 16 octobre 1992, adressée au Centre pour les droits de l'homme par la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/CONF.157/PC/63/Add.3	5	Communication de l'Institut interaméricain des droits de l'homme
A/CONF.157/PC/63/Add.4	5	Contribution de la Fondation Service, Paix et Justice
A/CONF.157/PC/63/Add.5	5	Déclaration présentée par des organisations non gouvernementales s'occupant des droits de l'homme dans la région d'Asie
A/CONF.157/PC/63/Add.6	5	Communications de parlementaires et d'organisations de femmes
A/CONF.157/PC/63/Add.7	5	Contribution soumise par le secrétariat de l'Année internationale des populations autochtones
A/CONF.157/PC/63/Add.8	5	Contribution de l'Association américaine des juristes
A/CONF.157/PC/63/Add.9	5	Communication émanant d'International Alert
A/CONF.157/PC/63/Add.10	5	Déclaration présentée par la Fédération internationale des droits de l'homme
A/CONF.157/PC/63/Add.11	5	Contribution du Comité de la Conférence des organisations non gouvernementales pour l'Année internationale des populations autochtones du monde
A/CONF.157/PC/63/Add.12	5	Contribution du World Federalist Movement
A/CONF.157/PC/63/Add.13	5	Contribution du Conseil international des femmes juives
A/CONF.157/PC/63/Add.14	5	Communication émanant de la Women's International Task Force (TERRA FEMINA)
A/CONF.157/PC/63/Add.15	5	Contribution du Conseil international des femmes

A/CONF.157/PC/63/Add.16	5	Communication émanant de la Société brésilienne des stomisés
A/CONF.157/PC/63/Add.17/ Rev.1	5	Contribution du Service chrétien mondial et de Witness of the National Council of Churches of Christ et du General Board of Global Ministries of the United Methodist Church
A/CONF.157/PC/63/Add.18	5	Déclaration du Forum culturel asiatique sur le développement
A/CONF.157/PC/63/Add.19	5	Déclaration du Mouvement international de la réconciliation
A/CONF.157/PC/63/Add.20	5	Contribution du Mouvement international ATD Quart Monde
A/CONF.157/PC/63/Add.21	5	Note du secrétariat
A/CONF.157/PC/63/Add.22	5	Contribution de l'International Human Rights Law Group
A/CONF.157/PC/63/Add.23	5	Contribution de l'Association américaine pour la Commission internationale de juristes
A/CONF.157/PC/63/Add.24	5	Contribution de la Conférence des femmes de l'Inde
A/CONF.157/PC/63/Add.25	5	Contribution de la réunion préliminaire des femmes du Non-governmental Organization Coordination Group pour la quatrième session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/PC/63/Add.26	5	Contribution du Réseau sous-régional Femmes africaines et droits humains
A/CONF.157/PC/63/Add.27	5	Non publié
A/CONF.157/PC/63/Add.28	5	Lettre datée du 29 avril 1993, adressée au Coordonnateur de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme par le Représentant permanent de la République de Singapour
A/CONF.157/PC/63/Add.29	5	Contribution du Comité catholique des droits de l'homme pour la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/PC/63/Add.30	5	Contribution du Non-governmental Organization Coordination Group

A/CONF.157/PC/64	5	Rapport du Secrétaire général : état d'avancement des publications
A/CONF.157/PC/65	6	Rapport du Secrétaire général
A/CONF.157/PC/66 et Add.1	6	Note du Secrétariat : contribution du Conseil de l'Europe
A/CONF.157/PC/67		Cote non utilisée
A/CONF.157/PC/68	8	Note du Secrétariat
A/CONF.157/PC/69	10	Rapport du Secrétaire général sur la situation du Fonds de contributions volontaires
A/CONF.157/PC/70	11	Rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence mondiale
A/CONF.157/PC/71	9	Note du Secrétariat : contribution du Centre Carter de l'Université Emory (Atlanta, Géorgie)
A/CONF.157/PC/72	8	Note du Secrétariat
A/CONF.157/PC/73	6	Rapport du Secrétariat : rapport du Séminaire sur les indicateurs appropriés pour mesurer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre progressive des droits économiques, sociaux et culturels
A/CONF.157/PC/74	5	Note verbale datée du 25 mars 1993, émanant de la Mission permanente de l'Autriche auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/CONF.157/PC/75	5	Rapport du Secrétaire général : contribution du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
A/CONF.157/PC/76	6	Note du Secrétaire général : contribution du Centre danois pour les droits de l'homme et de l'Institut de l'éducation internationale
A/CONF.157/PC/77	6	Note du Secrétaire général : communication émanant du Troisième dialogue international sur le passage à une société mondiale : le passage à une société juste

A/CONF.157/PC/78	6	Lettre datée du 2 avril 1993, adressée au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme par les représentants permanents du Danemark, de la Norvège et de la Suède et par les chargés d'affaires de la Finlande et de l'Islande auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/CONF.157/PC/79	6	Note du Secrétaire général : contribution de l'American Society of International Law
A/CONF.157/PC/80	6	Note du Secrétaire général : textes adoptés lors du Colloque à la mémoire de Martin Ennals consacré à l'autodétermination
A/CONF.157/PC/81	6	Note du Secrétaire général : contribution de la Coalition des ONG de Washington en vue de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme
A/CONF.157/PC/82	9	Note du Secrétaire général
A/CONF.157/PC/83	8	Rapport du Secrétariat : Déclaration sur les droits de l'homme des ONG réunies à Bangkok
A/CONF.157/PC.84	6	Note du Secrétaire général : contribution de l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire
A/CONF.157/PC/85	5	Note du secrétariat : contribution de la Coalition against Trafficking in Women-Asia
A/CONF.157/PC/86	6	Note du Secrétaire général : contribution de la Réunion satellite canadienne de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/PC/87	5 et 9	Note verbale datée du 23 avril 1993, émanant de la Mission permanente du Danemark auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/CONF.157/PC/88	5 et 9	Note verbale datée du 23 avril 1993 adressée par la Mission permanente du Canada auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

A/CONF.157/PC/89	6	Lettre datée du 23 avril 1993, adressée au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme par le Secrétaire général du Commonwealth
A/CONF.157/PC/90	5 et 9	Note verbale datée du 23 avril 1993, émanant de la Mission permanente du Brésil auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/CONF.157/PC/91	5 et 9	Lettre datée du 22 avril 1993 au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme par le Représentant permanent de la République d'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/CONF.157/PC/92		Non publié
A/CONF.157/PC/92/Add.1	6	Contribution du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales de la République tunisienne
A/CONF.157/PC/92/Add.2	6	Contribution de la Commission australienne des droits de l'homme et de l'égalité des chances
A/CONF.157/PC/92/Add.3	6	Contribution de la Commission australienne des droits de l'homme et de l'égalité des chances
A/CONF.157/PC/92/Add.4	6	Contribution de la Commission nationale pour les droits de l'homme (Mexique)
A/CONF.157/PC/92/Add.5	6	Rapport de la Réunion de représentants d'institutions et d'organisations nationales qui encouragent la tolérance et l'harmonie et luttent contre le racisme et la discrimination raciale
A/CONF.157/PC/93	6	Communication de l'Institut norvégien des droits de l'homme
A/CONF.157/PC/94	5 et 9	Lettre datée du 5 mai 1993, adressée au Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme par l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique
A/CONF.157/PC/95	5 et 9	Lettre datée du 28 avril 1993, adressée au Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme par le Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

A/CONF.157/PC/96	5 et 9	Contribution de la Fédération internationale Terre des Hommes
A/CONF.157/PC/97	12	Rapport du Comité de rédaction

Documents publiés dans la série "distribution limitée"

A/CONF.157/PC/L.1	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 1
A/CONF.157/PC/L.2	9	Note du Secrétariat : liste des propositions enregistrées à propos du Principe 2
A/CONF.157/PC/L.3	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 3
A/CONF.157/PC/L.4 et Add.1	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 4
A/CONF.157/PC/L.5	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 5
A/CONF.157/PC/L.6 et Add.1	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 6
A/CONF.157/PC/L.7 et Add.1	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 7
A/CONF.157/PC/L.8 et Add.1	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 8
A/CONF.157/PC/L.9 et Add.1	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 9
A/CONF.157/PC/L.10 et Add.1	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 10
A/CONF.157/PC/L.11	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 11
A/CONF.157/PC/L.12	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 12
A/CONF.157/PC/L.13	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 13
A/CONF.157/PC/L.14	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 14
A/CONF.157/PC/L.15	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 15
A/CONF.157/PC/L.16	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 16

A/CONF.157/PC/L.17	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 17
A/CONF.157/PC/L.18	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 18
A/CONF.157/PC/L.19	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 19
A/CONF.157/PC/L.20	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 20
A/CONF.157/PC/L.21	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 21
A/CONF.157/PC/L.22	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 22
A/CONF.157/PC/L.23	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 23
A/CONF.157/PC/L.24	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le paragraphe 24
A/CONF.157/PC/L.25	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 25
A/CONF.157/PC/L.26	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant le Principe 26
A/CONF.157/PC/L.27	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant la section I
A/CONF.157/PC/L.28	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant la section II
A/CONF.157/PC/L.29	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant la section III
A/CONF.157/PC/L.30	12	Projet de rapport du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
A/CONF.157/PC/L.30/Add.1	12	Adoption du rapport du Comité préparatoire : Projet de document final proposé par le Comité préparatoire
A/CONF.157/PC/L.30/Add.1 /Corr.1	12	Rectificatif
A/CONF.157/PC/L.30/Add.2	12	Adoption du rapport du Comité préparatoire : Projet de document final proposé par le Comité préparatoire
A/CONF.157/PC/L.30/Add.3	12	Adoption du rapport du Comité préparatoire : Projet de document final présenté par le Comité préparatoire

A/CONF.157/PC/L.30/Add.4	12	Adoption du rapport du Comité préparatoire : Projet de document final présenté par le Comité préparatoire
A/CONF.157/PC/L.30/Add.5	12	Adoption du rapport du Comité préparatoire : Projet de document final proposé par le Comité préparatoire
A/CONF.157/PC/L.31	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant la Section IV
A/CONF.157/PC/L.32	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant la section V
A/CONF.157/PC/L.33	9	Note du Secrétariat : liste de propositions concernant la section VI
A/CONF.157/PC/L.34	12	Modification du document A/CONF.157/PC/L.30/Add.1 proposée par l'Inde
A/CONF.157/PC/L.35	12	Projet de rapport du Comité de rédaction
